

*l'Anti*capitaliste

N°113 | MARS 2020 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



MOBILISATIONS CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES



**INDE : LA MISE À L'ŒUVRE DU
PROGRAMME NATIONALISTE HINDOU**



**CHILI : VERS « UNE POLARISATION
POLITIQUE DE MASSE » À
PARTIR DU 8 MARS**



**L'ÉCHEC DE L'AVENTURE MILITAIRE
DE LA FRANCE AU SAHEL**

Sommaire

EDITORIAL

Antoine Larrache Un vent de panique **P3**

PREMIER PLAN

Manu Bichindaritz Municipales : le crash test du pouvoir **P4**

Christine Schneider Inde : la mise à l'œuvre du programme nationaliste hindou **P8**

Karina Nohales Chili : Vers « une polarisation politique de masse » **P11**

Paul Martial L'échec de l'aventure militaire de la France au Sahel **P13**

Masis Kürkçügil Hégémonie régionale : Les ambitions démesurées d'Erdoğan **P16**

Uraz Aydın Signes d'épuisement de l'hégémonie islamo-nationaliste et les défis de l'opposition **P17**

Joseph Daher Liban : un mouvement de contestation populaire profond contre le néolibéralisme et le confessionnalisme **P18**

Julien Salingue Le « plan Trump » pour le Proche-Orient ou la consécration d'un projet colonial et raciste **P20**

DOSSIER

Robert Pelletier et Antoine Larrache Engager la deuxième phase de la bataille **P23**

Elsa Collonges Privé : la grève impossible ? **P25**

CorrespondantEs Le mouvement dans la santé et la grève pour les retraites **P27**

Raphaël Alberto Éducation : La revanche des 0,1% **P29**

Joséphine Simplon Retraites : La fonction publique déterminée et mobilisée ! **P31**

Marie (facs et labos en lutte) « L'université est dans une situation de dépérissement, comme l'ensemble des services publics » **P32**

Ilias Ben Doudouh Bacqué La jeunesse : grande absente de la mobilisation ? **P34**

LECTURES

Catherine Segala Organisons-nous ! Manuel critique, d'Adeline de Lépinay **P35**

FOCUS

Cathy Billard L'Anticapitaliste mensuel : après plus de 100 numéros, on continue... et on fait appel à vous ! **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
© Photothèque Rouge / JMB



Paris, le 9 janvier 2020, manifestation contre le projet de réforme des retraites engagé par Macron. © Photothèque Rouge / JMB



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Un vent de panique

PAR ANTOINE LARRACHE

S'il y a des moments où l'Histoire semble s'accélérer, nous sommes peut-être dans un de ceux-là. Crise économique, catastrophe écologique, démocratie et revendications sociales ont été liées par un gouvernement qui agit manifestement comme révélateur des processus en cours.

Le coronavirus est dans toutes les conversations. Peu de gens peuvent réfréner leurs craintes face à un virus qui, s'il a une mortalité relativement limitée (3,8% au départ, contre 9,6% pour le SRAS en 2003¹), est capable de muter et se répand dans le monde entier. L'épidémie met en lumière les carences du système de santé et le bien fondé des mobilisations des personnels hospitaliers. Hélène Bagagué, urgentiste à Valence, anticipe : « On a déjà des délais d'attente monstrueux. En rajoutant le coronavirus, ça va être la catastrophe² ».

Ce qui semble la dimension irrationnelle de cette crise est peut-être en réalité le plus pertinent : la panique liée à l'avenir de notre société. Comme le dérèglement climatique, le Coronavirus est le révélateur d'une société malade d'une gestion à court terme, en fonction du profit.

En France, le même gouvernement qui comprime les moyens des hôpitaux publics en appelle à la mobilisation générale.

C'est la marque d'un monde où la démocratie s'éclipse au profit du mensonge et de la manipulation. Sans verser dans le complotisme, on ne peut que constater les problèmes de transparence concernant le virus, en Chine où le

médecin qui l'a mis en évidence a été convoqué par la police (il est mort depuis) et en Iran (où les chiffres de décès sont suspectés). En France, le gouvernement a, sans aucune honte, utilisé le conseil des ministres dédié au Coronavirus pour annoncer l'utilisation de l'article 49-3 pour faire adopter la réforme des retraites, formulant aussi la menace à peine voilée d'interdire les manifestations pour faire face au virus. Cela rappelle Jo Moore, ce conseiller d'un ministre de Tony Blair (alors au pouvoir en Angleterre) qui, le 11 septembre 2001, avait envoyé un courrier électronique suggérant d'exploiter les circonstances : « C'est un très bon jour pour ressortir ce que l'on veut faire passer en douce ».

Alors que dans une société qui ne marcherait pas sur la tête, un tel danger devrait appeler – comme la crise climatique – à la recherche d'un certain consensus pour y faire

face, le pouvoir fait le choix contraire, celui de la brutalité politique et policière.

Et du refus de la démocratie avec des arguments qui font froid dans le dos : samedi 1^{er} mars sur France Info, Valérie Gomez-Bassac, porte-parole du groupe LREM à l'Assemblée, argumentait sur le fait que « de toute façon il n'y avait pas de débat démocratique à l'Assemblée ». Autrement dit, les façades démocratiques, même très insuffisantes, n'ont plus lieu d'être³. Le pouvoir a-t-il d'autres choix que cette fuite en avant ? Il semble que non, au vu de la situation économique. Les compteurs étaient déjà au rouge, mais le Coronavirus semble accélérer la crise, notamment en provoquant une chute spectaculaire de la production chinoise.

La boucle est bouclée : les phénomènes sanitaires, écologiques, économiques et sociaux échappent au contrôle démocratique des populations car le fonctionnement du capitalisme le rend incapable de gérer ces situations de façon rationnelle. La gravité des phénomènes que nous constatons les trans-

forment en problèmes politiques cruciaux, auxquels il y a urgence à trouver une réponse. Car ils provoquent la mort, la destruction, la misère. Qui sait maintenant à quoi ressemblera le monde dans dix ans, entre les effets du changement climatique, la dégénérescence autoritaire des démocraties bourgeoises, la menace de l'extrême droite, les effets sociaux des réformes ultralibérales ? L'avantage du pouvoir de Macron est qu'il fonctionne sans filtre et permet à des millions de personnes de voir

l'absurdité, l'indécence du système capitaliste. L'écrivaine et réalisatrice Virginie Despentes a publié une tribune à propos du César à Polanski ne disant pas autre chose : « Que ça soit à l'Assemblée nationale ou dans la culture, vous, les puissants, vous exigez le respect entier et constant. Ça vaut pour le viol, les exactions de votre police, les césars, votre réforme des retraites. En prime, il vous faut le silence de victimes. »

Le 49-3 est à la fois un danger de défaite pour le mouvement ouvrier et la possibilité d'une crise politique globale mêlant le meilleur des grèves de masse et des révoltes comme celle des Gilets jaunes. En tous cas, c'est ce à quoi nous devons travailler. □



© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

1) <https://npa2009.org/actualite/sante/sante-le-retour-des-epidemies>

2) Idem

3) Eric Dupin, « Une société de chiens ; Petit voyage dans le cynisme ambiant », Le Seuil, 2006.

Municipales : le crash test du pouvoir

PAR MANU BICHINDARITZ

À moins d'un mois des élections municipales, le paysage politique se fait jour. Pour la galaxie macroniste, entre affaiblissement du socle social, divisions internes et sanction populaire, l'épreuve des urnes devrait être sévère. Au PS, les quelques baronnies locales encore en place vont tenter de sauver les meubles. EELV a beaucoup d'ambitions et le PC et la FI ont des tactiques à géométrie variable : accords avec la gauche institutionnelle, «listes citoyennes», voire d'opposition à cette même gauche gestionnaire... Reste modestement à trouver les moyens de faire entendre autant que faire ce peut une voix anticapitaliste articulant positionnement sur les enjeux nationaux et mesures locales de rupture au service du monde du travail.

L'anticapitaliste a déjà abordé il y a peu les enjeux généraux des scrutins municipaux¹. Nous n'y reviendrons donc pas, préférant ici dresser le tableau des dynamiques politiques qui se dessinent du côté des macroniens, des écologistes, de la gauche institutionnelle et de l'extrême-gauche.

LREM, LA ROUSTE EN MARS...

Comment le parti présidentiel, qui avait réussi à écraser en 2017 les «vieux» partis traditionnels de la gauche institutionnelle et de la droite, peut-il aujourd'hui aborder ces élections de mi-mandat en position si calamiteuse? LREM peut nourrir quelques espoirs ici ou là, à Lyon (avec la candidature de Gérard Collomb), à Strasbourg (avec une candidature issue du PS) ou à Toulouse (avec Jean-Luc Moudenc, un maire sortant LR soutenu par LREM) ou Nice... Mais ces quelques villes ne sauraient effacer les échecs annoncés, plus ou moins importants, dans l'essentiel des grandes villes. C'est le cas de Lille, Nantes, Montpellier ou Bordeaux où les candidatures LREM sont en (très) grande difficulté. Cerise sur le gâteau, la campagne parisienne résume à elle seule beaucoup du macronisme – ambitions personnelles, coups de com' sur fond de politique libérale autoritaire et divisions fratricides – au-delà des péripéties liées à «l'affaire Griveaux». Enfin, soulignons qu'il n'a pas de candidat officiellement investi dans la très grande majorité des communes – au nombre

de 30 000 tout de même, qu'un tiers des candidatures présentées doit faire face à des dissidences, cela sans parler des candidatures issues de la macronie plus ou moins mal dissimulées derrière des affiches ou professions de foi anonymes et sans sigle. Un (non) choix stratégique et des «cafouillages» bien entendu liés au contexte national de rejet profond de la politique du gouvernement, mais aussi à un manque d'implantation et de relais locaux...

Comme le souligne Olivier Costa, directeur de recherche au CNRS dans un récent article du JDD², ces deux éléments sont essentiels pour comprendre la crise qui travaille le parti présidentiel à la veille de ces élections. Pour un parti institutionnel, LREM est très faiblement implanté: Macron et les 300 députés LREM représentent l'essentiel des élus du parti, qui ne compte par ailleurs que 27 sénateurs, quelques maires et conseillers départementaux et régionaux venus des autres partis, et 23 députés européens... S'ajoute à cela le fait que, en vertu de la loi sur le non-cumul des mandats, les députés LREM ne peuvent être têtes de listes... sauf à accepter d'abandonner leur mandat parlementaire en cas de succès. Reste donc à mobiliser des ministres (Édouard Philippe au Havre, Gérald Darmanin à Tourcoing et bien entendu Griveaux à Paris), mais dans ce contexte, les volontaires sont peu nombreux, à l'image d'Agnès Buzyn contrainte d'annoncer le lendemain ce qu'elle rejetait la veille...

Dans les urnes, les élections européennes de mai 2019 ont pu créer une sorte d'illusion d'optique: le parti macroniste avait réalisé un score acceptable (22,5%), malgré le contexte difficile du mouvement des Gilets jaunes. Mais il s'agissait d'un scrutin national, dont les enjeux ont été, sous la poussée de Macron lui-même, très européens, le président se mettant en scène en héraut de la construction européenne contre le repli sur soi incarné par le Rassemblement national de Le Pen. Une opération de com' plutôt réussie que le pouvoir ne peut aujourd'hui reproduire: la mobilisation contre la réforme des retraites, pas terminée au moment où se déroule la campagne des municipales, a des répercussions plus directes sur les rapports de forces politiques voire électoraux, exerçant même une pression au sein de l'aile centre-gauche du macronisme pas très à l'aise avec l'orientation de droite prétendument sociale du gouvernement. C'est dans ce cadre qu'il faut appréhender les démissions en série de députés qui quittent LREM ou les départs du gouvernement qui contribuent à créer une ambiance de sauve-qui-peut, de «fin de règne»... à mi-mandat!

En panique, LREM a fait des choix stratégiques discutables, comme celui d'envoyer le Premier ministre en campagne au Havre ou sa ministre de la Santé en charge du dossier des retraites Agnès Buzyn pour une opération de la dernière chance à Paris, d'investir massivement des maires sortants issus d'autres partis, ou de tenter

de brouiller la lecture des résultats en changeant les règles du «nuancement» des listes dans les villes les moins grandes... Enfin, signe des temps, les relations du parti présidentiel avec le MoDem, son allié lors des précédents scrutins, s'avèrent difficiles : le MoDem soutient en effet les candidats LR à Bordeaux, Reims, Limoges, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand, le candidat PS à Dijon, et un candidat de centre-droit à Rennes...

GAUCHE : C'EST QUAND QU'ON VA OÙ ?

Pour autant, la crise politique qui travaille le pouvoir, l'affaiblissement politique du parti présidentiel et la roustie annoncée dans les urnes ne semblent pas profiter aux forces de gauches dans toutes leurs diversités. Depuis la dernière présidentielle, le PS a perdu l'hégémonie sur la gauche institutionnelle, les Insoumis sont moins sûrs d'eux après la claque prise aux élections européennes de mai dernier, et les écologistes d'EELV jouent leur carte personnelle, partagés sur le fond entre rassemblement à gauche et main tendu au macronisme en pleine crise...

La dernière présidentielle avait ramené le principal parti de la gauche institutionnelle, le Parti socialiste, à un niveau historiquement bas. Mais face à une élection plus locale, en s'appuyant sur les baronnies et une gestion assumée des collectivités locales, le PS résiste à un repli qui est le produit direct de la faillite des cinq années de hollandisme au pouvoir. Ainsi, elle a de grandes chances d'espérer conserver plusieurs grandes agglomérations : la capitale bien entendu, mais aussi Lille, Nantes, Rennes ou Clermont-Ferrand... Son souci, c'est que la sanction annoncée du pouvoir ne va pas pleinement lui profiter : en perdant l'hégémonie sur son champ politique et en conséquence sa capacité à rassembler autour de lui, il laisse la voie libre à plusieurs offres issues d'une gauche plus ou moins radicale. Tout cela hypothèque fortement sa capacité à gagner de nouvelles grandes villes, et la cantonne à la possibilité de sauver les meubles. Dans cette entreprise, le PS pourra, comme à Paris ou à Toulouse, compter sur ses alliés traditionnels, au premier rang desquels figure le PCF. Si celui-ci peut se retrouver ponctuellement partie prenante de liste de rassemblement

à gauche du PS dans certaines villes moyennes, son orientation politique nationale reste marquée par la recherche d'accords avec l'ensemble de «la gauche», comme un retour de balancier après la séquence Front de gauche et soutien au candidat Mélenchon en 2017.

Échaudée par son score décevant aux européennes (6,31%), La France insoumise est en panne de stratégie et cherche à s'effacer derrière des «listes citoyennes» ou de rassemblement de gauche à géométrie souvent variable suivant les villes. Depuis l'élection présidentielle, le parti a perdu de sa superbe : polémiques sur la démocratie interne, départs de cadres et de groupes militants, séquence judiciaire et claque aux élections européennes, LFI ne peut plus prétendre jouer le rôle



Avec **MANON LABAYE**
LE VOTE ANTICAPITALISTE
POUR UN POITIERS
100% À GAUCHE !

pivot à gauche que lui laissent espérer les scores de 2017. En conséquence, «La France Insoumise n'est pas candidate aux élections municipales» selon le député Adrien Quatennens... Une formule qui vise à masquer que le parti n'a plus les moyens de ses ambitions, les a quasiment toutes abandonnées – qui se rappelle que la candidature de Mélenchon pour prendre la mairie de Marseille était un sujet de discussion sérieux il y a quelques mois ? et préfère tenter des coups ponctuels, ici avec l'ensemble de la gauche de la gauche, là dans une démarche dite «municipaliste»... Mais cette orientation n'est pas un long fleuve tranquille : combien de divisions au sein de LFI pour savoir quel candidat soutenir, pour imposer la candidature voulue par la

direction, avec quelques fois même en conséquence une autonomisation du Parti de gauche, le noyau politique historique de La France insoumise, le mouvement gazeux... Une chose est sûre : ces échéances vont être totalement inutiles au mouvement, et ce malgré un contexte d'opposition radicale à la contre-réforme des retraites, pour dépasser la crise qui le travaille. Pire : au vu des profils très divers sur l'ensemble du territoire, ces élections vont amplifier le flou artistique entretenu vis-à-vis des forces les plus institutionnelles et droitières, le PS ou EELV...

Les «écologistes», justement, sont la dernière carte de cette gauche en difficulté, si tant est que l'on puisse encore cartographier EELV dans ce champ politique... Les 13,4% des dernières élections européennes leur ont donné des ailes, en tout cas une impulsion suffisante pour qu'un large secteur de sa direction ait les coudées franches pour affirmer pleinement son projet politique. Car Yannick Jadot le répète à l'envi : sa famille politique n'est pas de gauche mais écologiste... Et en toute logique, il y a quelques semaines, David Belliard, le candidat EELV pour la mairie de Paris, a proposé une «grande coalition climat»... allant de Danielle Simonnet, en tête de la «liste citoyenne» soutenue par LFI, au candidat dissident de LREM Cédric Villani, en passant par la coalition actuellement à la tête du pouvoir municipal. Ça c'est l'objectif, dans la (très à) droite ligne des «grünen» allemands, mais la réalité

est plus prosaïque. «On veut confirmer Grenoble, et multiplier les Grenoble», dit Julien Bayou, le nouveau secrétaire national, qui espère profiter de la prise de conscience populaire des enjeux écologiques et climatiques ces dernières années pour prendre des grandes villes comme Bordeaux ou Clermont-Ferrand. Logiquement, comme dans la capitale, à Lyon ou à Rouen, EELV multiplie les listes «indépendantes», mais travaille aussi les possibles ralliements en vue du second tour. Ce faisant, les Verts sont confrontés à la tension entre une orientation stratégique qui les pousse à droite et



des alliances tactiques qui les maintiennent dans le champ institutionnel de la gauche...

LA RUPTURE AUSSI DANS LES URNES

Sans surprise, ce n'est donc pas du côté de cette gauche qu'il faut chercher des réponses politiques aux besoins et à la radicalité exprimés depuis un an et demi par notre camp social. Non que nous pensions de toute façon que les prochaines élections municipales puissent en quoi que ce soit jouer un rôle central dans la rupture avec le système capitaliste et les exigences des classes dirigeantes, mais par contre la révolte et la colère sociale doivent également s'exprimer, y compris par toutes les occasions possibles sur le terrain électoral. Pour ces élections municipales, notre politique vise donc à aider à construire un cadre de rassemblement du monde du travail autour d'un programme exprimant les exigences économiques, démocratiques, écologiques, portées par les différentes luttes des travailleurEs et de la jeunesse et dans le mouvement des Gilets jaunes.

De tels regroupements doivent permettre de poser, y compris au niveau local, la question du pouvoir, des réponses des classes populaires et du monde du travail aux différentes crises,

aux politiques de gestion du système capitaliste, aux mesures d'austérité et à leurs conséquences dans les municipalités, qu'elles soient mises en œuvre par des forces de gauche autant que par la droite. Ces élections vont aussi être marquées par la volonté de sanctionner Macron et son monde, la politique de casse sociale mise en œuvre depuis deux ans par ce gouvernement – en particulier sa volonté de briser nos retraites – et ses différents soutiens et relais locaux.

Nous nous adressons à toutes celles et ceux qui ont été et sont actrices et acteurs des mobilisations – militantEs d'autres courants révolutionnaires, militantEs de différents courants de la gauche sociale et politique, militantEs des quartiers populaires, de l'égalité des droits, Gilets jaunes... à celles et ceux qui en ont été solidaires, pour porter avec nous, dans la continuité de ces luttes, la contestation du capitalisme sur le terrain électoral. Enfin, dans ces échéances doivent apparaître clairement le rejet de la menace d'extrême droite qui va chercher ces prochains jours à arracher de nouveaux points d'appui locaux (notamment dans une ville moyenne comme Perpignan) pour expérimenter ses mesures dangereuses.

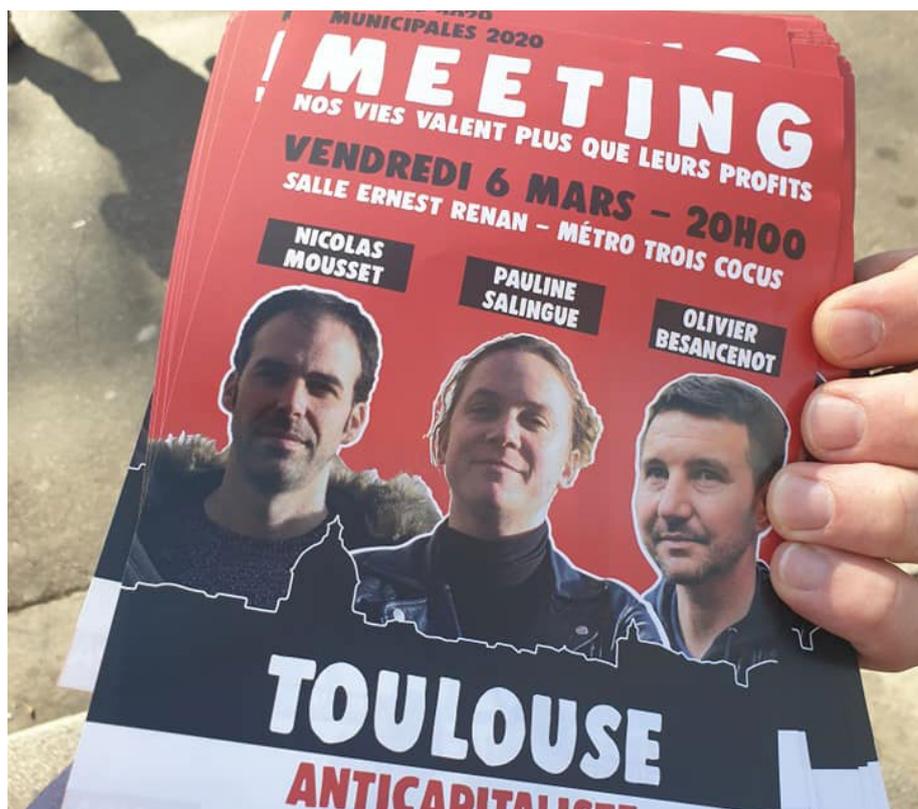
Pour porter cette orientation, le NPA a cherché à être présent d'une façon ou d'une autre partout où ses forces le lui

permettaient, cela dans un contexte où les militantEs étaient absorbéEs par la construction de la mobilisation contre le projet de loi sur les retraites. Conformément aux décisions de la direction nationale du NPA, des rencontres ont eu lieu tant nationalement que dans différentes villes avec Lutte ouvrière, mais cela n'a abouti nulle part, LO préférant être seule pour «faire entendre le camp des travailleurs» avec ses listes propres... Ce dimanche 15 mars, le NPA sera présent avec des listes à sa seule initiative ou dans des cadres de rassemblement avec d'autres forces politiques, associatives ou groupes militants dans une trentaine de villes, de Lille à Perpignan en passant par Pessac ou Saint-Denis... Si les configurations peuvent être différentes suivant les villes, les listes partagent différents éléments de profil, programme et stratégie. Ainsi, si le NPA a cherché à discuter avec des forces qui se retrouvent dans les luttes, il a toujours exclu de se présenter au premier comme au second tour (dans le cadre des fusions) avec les partis de gauche qui gèrent localement la commune et y mènent une politique d'austérité. Et il ne pourra en aucune façon figurer sur des listes aux côtés de partis tels que le PS ou EELV qui ont mené dans les dernières années des politiques antisociales au service des capitalistes (loi travail, loi Macron, loi Rebsamen, loi Touraine...).

TOUR D'HORIZON ANTICAPITALISTE

Comme il est écrit dans un tract de présentation de la liste «Ivry anticapitaliste et révolutionnaire³» à l'initiative du NPA à Ivry-sur-Seine (dans le Val-de-Marne), «Face aux promesses intenable, prenons nos affaires en main! Pour les élections, les partis institutionnels feront de belles promesses qu'ils ne pourront pas tenir. Le budget des mairies baisse chaque année et tous ces partis, même les plus à gauche, gèrent la pénurie orchestrée par le gouvernement. À travers ces élections, nous voulons que la voix des classes populaires et des salariéEs en lutte se fasse entendre. Ce sont les mobilisations populaires, comme celles des gilets jaunes, des urgentistes en lutte pour de meilleurs salaires et des embauches, des salariéEs de la RATP ou de la SNCF ou la mobilisation des jeunes contre le changement climatique, qui permettront de changer réellement les choses.»

À Bordeaux où la liste «Bordeaux en



luttons » conduite par Philippe Poutou a le soutien du NPA et de LFI⁴, le texte fixant le cadre du rassemblement anticapitaliste affirme que : « *Les élections municipales, pas plus que les autres, ne modifient le système dominant, l'ordre social que nous entendons renverser. Elles permettent cependant de montrer que des solutions concrètes aux problèmes des habitantEs d'une ville passent par d'autres choix. Cette élection nous permettra de dénoncer ces "gros" candidats qui sont tous du même camp, celui de la bourgeoisie (bordelaise ou non), de ces privilégiés qui concentrent pouvoir et richesses, ultralibéraux, conservateurs, et plus ou moins réactionnaires, tous en cheville avec les institutions et le pouvoir établis. Nous voulons faire entendre une autre voix, celle de la colère, celle de cette partie de la population pauvre ou modeste, exclue, marginalisée, précarisée, invisibilisée, exploitée, humiliée, infantilisée, brutalisée, ghettoisée. Nous voulons le faire pendant cette élection mais aussi durant les six ans qui suivent en s'invitant dans le "parlement" bordelais pour y porter la contestation, pour interroger les choix fondamentaux faits en matière de budget, de lutte contre les inégalités sociales et pour construire, avec les plus excluEs, les changements indispensables pour faire face à la crise écologique. Nous voulons aussi défendre une autre conception de la société, de la vie municipale, de la vie dans la ville et dans l'agglomération bordelaise. Les élections municipales sont un moment politique que nous ne voulons pas manquer, c'est le moment de bousculer la routine, de tenter de faire changer la donne. Nous sommes convaincuEs que ce qui reste déterminant ce sont nos luttes collectives, comme celles actuelles pour nos retraites, nos emplois, notre dignité, nos vies... »*

L'austérité gouvernementale étrangle les collectivités dont les budgets ont de plus en plus de difficultés à répondre aux besoins des populations. L'endettement croissant des collectivités, la réduction des services publics de proximité, le laminage des budgets sociaux ont transformé certains quartiers en zones de précarité extrême. Les dotations de l'État sont toujours plus amputées, alors que dans le même temps, l'État impose aux communes, entre autres, la prise en charge de toute une série de services publics, sans aucune

compensation financière pérenne. Le programme que nous portons donc dans ces élections pour répondre aux urgences sociales est contradictoire avec ces carcans budgétaires imposés par l'État aux communes, ce qui nécessite de défendre clairement une perspective de rupture avec ce cadre. Les listes que nous défendons portent les exigences du monde du travail et de la jeunesse, un programme municipal de rupture pour des éluEs qui refusent de payer la dette ; se battent pour des municipalités au service des résistances et des luttes – sociales, démocratiques, écologiques, pour imposer la défense et le développement des services publics...

Ainsi, à l'initiative du NPA, la liste « Toulouse anticapitaliste » défend les grandes lignes d'un tel programme, développé sur son site⁵. « À Toulouse, Jean-Luc Moudenc est le représentant direct de la politique de Macron. Depuis six ans, il s'en prend sans relâche aux couches populaires : augmentation des impôts locaux, suppression de la gratuité dans les transports et les cantines scolaires, restrictions d'horaires dans les piscines municipales... Il mène des politiques de gentrification qui repousse hors de la ville les travailleurEs et les plus précaires. Il renforce les politiques sécuritaires, s'en prend aux sans-abris et aux migrantEs. Son but ? Mettre la ville au service des plus riches. Ses choix ? Les grands projets inutiles au détriment des services publics ! Face à cela, les listes dites d'opposition nous présentent des programmes édulcorés qui refusent de s'en prendre aux intérêts privés, de rompre avec les politiques capitalistes. Il est éclairant de signaler que leurs têtes de liste, toutes issues de l'ancienne majorité municipale (P. Cohen jusqu'en 2014), ne se prononcent pas clairement contre la mise en place d'un système de retraite par points ou ne soutiennent pas le mouvement des Gilets Jaunes. Nous méritons mieux que cela. Dans ces élections, Toulouse Anticapitaliste défendra un programme de rupture anticapitaliste : une politique des transports répondant à l'urgence sociale et environnementale [par la gratuité des transports sur Toulouse et son agglomération] ; pour la transition écologique : une écologie populaire et anticapitaliste ; agir pour le droit au logement, contre les intérêts privés [par la réquisition des logements vides, l'arrêt des expulsions et coupures d'énergie,

le plafonnement des loyers] ; la démocratie réelle, ce n'est pas tous les 6 ans, c'est tous les jours ; en finir avec les politiques sécuritaires ; pour développer les services publics locaux ; pour l'égalité des droits et contre les violences faites aux femmes ; une municipalité au service des travailleurEs ; la culture n'est pas un privilège ; pour une municipalité internationaliste et solidaire des peuples en lutte. »

Enfin, l'enjeu n'est pas seulement de dénoncer, de témoigner. Comme le dit la liste à l'initiative du NPA « Poitiers anticapitaliste » dans son quatre pages de campagne⁶, il s'agit d'avoir « des éluEs à l'image de nos luttes ! Il y en a assez des politiciens qui parlent à notre place, nous voulons prendre nos affaires en main ! Notre liste est composée de chômeurEs, d'ouvrierEs, de salariéEs, d'employéEs, de retraitéEs, qui travaillent, galèrent, prennent de plein fouet les politiques macronistes. Nous défendons un programme 100 % à gauche mais aussi une démocratie réelle et permanente. Si nous avons des éluEs, ils ne garderont pas leurs indemnités pour eux-mêmes. Nos éluEs pourront être révoqués s'ils ne respectent pas leur mandat. Nos éluEs utiliseront l'institution qu'est le conseil municipal pour faire remonter nos combats dans les quartiers, dans les entreprises, dans les collectifs, dans les luttes... pour parler de nos vies. Nous voulons des éluEs des luttes, des éluEs anticapitalistes, pour porter un message vraiment important : celui d'un changement révolutionnaire de la société. Ces élections ne permettront pas de changer de monde, mais vous avez l'occasion d'envoyer des militantEs au conseil municipal qui porteront un message que personne d'autres ne portera : celui d'une révolution sociale, écologiste, féministe, internationaliste et démocratique. » □

1) « Les enjeux des prochaines élections municipales », Antoine Larrache, L'Anticapitaliste la revue n°111 (janvier 2020). <https://npa2009.org/idees/politique/les-enjeux-des-prochaines-elections-municipales>

2) « Élections municipales : pourquoi la campagne est si difficile pour En Marche ? », Olivier Costa, lejdd.fr. <https://www.lejdd.fr/Politique/elections-municipales-pourquoi-la-campagne-est-si-difficile-pour-en-marche-3950640>

3) <https://www.facebook.com/lvry-Anticapitaliste-et-Révolutionnaire-100479344874936>

4) <https://www.facebook.com/BordeauxEnLuttes>

5) <http://www.npa31.org/?-Municipales-2020-6> <https://poitiersanticapitaliste.org/category/municipales-2020>

Inde : la mise à l'œuvre du programme nationaliste hindou

PAR CHRISTINE SCHNEIDER

Depuis le début de son deuxième mandat en mai dernier, Narendra Modi, le chef du gouvernement fédéral indien, a accéléré l'agenda politique du parti nationaliste hindou avec la mise en place de mesures discriminatoires en modification de la Constitution Indienne.

Révocation de l'autonomie de l'État du Cachemire accordée après l'indépendance, construction de camps de rétention en Assam pour les personnes ne pouvant prouver leur citoyenneté indienne, décision de la Cour Suprême d'autoriser la construction d'un temple hindou sur un site religieux musulman, vote de la loi sur la nationalité accordée sur une base religieuse... Toutes ces réformes appartiennent au programme de l'idéologie Hindutva qui prétend « purifier la nation hindoue » en visant en premier lieu les musulmans.

Mais Modi, le chef du gouvernement fédéral indien, n'a pas à s'inquiéter pour le prochain sommet Union européenne-Inde prévu en mars prochain : les parlementaires européens ont renoncé à voter une condamnation de l'amendement sur la citoyenneté indienne sur des critères religieux. Lors de la visite de Trump en février, le milliardaire et président des États-Unis a vanté la démocratie indienne tolérante et laïque. Un mur cachait le bidonville visible sur sa route, il pouvait regarder ailleurs. Priorité aux affaires !

L'ARRIVÉE AU POUVOIR DES NATIONALISTES HINDOUS.

Narendra Modi incarne un national populisme d'une longue tradition d'extrême-droite qui a des racines dans les années 1920 et qui a attendu d'accéder au pouvoir par les urnes. À cette époque, l'Association des Volontaires Nationaux (RSS, Rashtriya Swayamsevak Sangh) se donnait comme but de donner une formation militaire, une conscience nationaliste et un sentiment de solidarité hindouiste pour surmonter les divisions de castes en réaction aux

musulmans organisés eux en tant que force politique, aux chrétiens et aux partisans du Congrès de Gandhi. Elle s'organise sur le modèle des faisceaux mussoliniens. Elle compte aujourd'hui 3 millions de membres avec des branches dans toute la société dont un syndicat étudiant (ABVP), un parti politique (BJP) qui se veut respectable et des milices qui mènent des actions souvent violentes au nom de la protection de la vache sacrée.

Le BJP ou Bharatiya Janata Party, le parti du peuple indien s'est constitué dans les années 1980 et s'est présenté à de multiples élections. Mais c'est le bilan économique de l'État régional du Gujarat, basé sur l'attraction des gros investisseurs à coup de baisses des charges et de son Premier Ministre Modi pendant quinze ans qui lui a fait gagner les élections nationales de 2014.

En 2014, la coalition nationale menée par le BJP avec le soutien de partis régionaux remporte les élections nationales parlementaires. La Lok Sabha, chambre basse du Parlement désigne Modi comme premier ministre. Son programme pour « l'Inde qui brille » met en avant le développement économique et l'emploi des jeunes, enjeu important pour un pays de plus d'un milliard d'habitants.

Sur le terrain, très vite, la situation se dégrade. Les militants se sentent pousser des ailes. Entre 2015 et 2018, des actions de « vigilantisme » au nom de la protection de la vache sacrée se sont accélérées. Ces attaques, contre des musulmans accusés de transporter ou de vendre de la viande de bœuf, ont fait une cinquantaine de morts. D'autres campagnes sont lancées contre le « love jihad », colportant l'idée que les hommes musulmans séduiraient les femmes

hindoues pour les convertir.

Des élections parlementaires régionales se tiennent sans que le BJP ne gagne, ni ne gouverne ces États : le Madhya Pradesh et le Chhattisgarh, le Rajasthan en 2018, le Jharkhand en 2019. Au Maharastra, c'est son allié, le Shiv Sena, un parti hindouiste régional qui le lâche.

Pourtant en mai 2019, et contre toute attente, alors que son bilan économique n'est pas bon (les promesses de millions de création d'emplois, la détresse du monde paysan, la lutte contre l'inflation, la croissance en baisse), le BJP obtient la majorité de la Chambre basse du Parlement. Il n'a pas besoin des autres partis, de sa coalition, l'Alliance démocratique nationale (NDA), pour gouverner.

LES SEPT PREMIERS MOIS DU SECOND MANDAT DE MODI

La suppression du statut particulier du Cachemire et la construction d'un temple à Ayodhya ont toujours fait partie des programmes électoraux du Bharatiya Janata Party comme affirmation de l'idéologie du mouvement nationaliste hindou. La Cour Suprême vient d'entériner la deuxième mesure. Cette fois-ci, ils sont mis en œuvre en désignant les plus de 170 millions de musulmans indiens, soit 15% de sa population, comme cible.

Le gouvernement a amendé l'article 370 de la Constitution et mis fin au statut spécial du Cachemire, en le plaçant sous la tutelle du gouvernement central. Le territoire a été mis sous couvre-feu militaire, les hommes politiques cachemiri ont été arrêtés et emprisonnés, comme tous ceux et celles qui pouvaient protester, le blocus des nouvelles et d'internet a été total pendant 165 jours pour éviter toute rébellion.

En Assam, peuplé de 32 millions d'habitants et frontalier du Bangladesh, le gouvernement ne reconnaît la nationalité indienne qu'aux personnes dont les parents y résidaient avant le 24 mars 1971, soit la date officielle de l'indépendance du Bangladesh. Des tribunaux ont été spécialement créés. Les plus pauvres sont fragilisés et leurs économies disparaissent dans cette quête de preuves de leur nationalité. Sont considérés comme immigrés illégaux des résidents qui ne peuvent la prouver avec un certificat scolaire, un titre de propriété, etc. Sur près de 1,9 million de personnes omises de la liste du registre national des citoyens (NRC - National Register of Citizens) de cet État, publiée en juillet 2018, environ 1,2 million étaient hindoues. Amit Shah, nouveau Ministre de l'intérieur et anciennement président du BJP, a qualifié les immigrés illégaux d'« infiltrés » et de « termites ». Pendant la campagne électorale, il avait promis qu'un gouvernement nationaliste « cueillera les infiltrés les uns après les autres et les jettera dans le golfe du Bengale ».

Avec le vote à la mi-décembre sur l'amendement à la loi sur la nationalité (CAA - Citizenship Amendment Act), la naturalisation de citoyens de pays étrangers est « facilitée », mais exclut les réfugiés musulmans du processus de régularisation. La nationalité est accordée sur des critères religieux. Seuls les hindous, sikhs, jaïns, bouddhistes, chrétiens, parsis, originaires d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh persécutés dans leur pays pour leur religion et arrivés en Inde avant 2015 peuvent demander leur régularisation. Les Amadis au Pakistan, les Tamouls ayant fui le génocide au Sri Lanka, les Rohingyas de Birmanie, etc. en sont exclus.

La citoyenneté basée sur des critères religieux s'attaque à des principes fondamentaux de la Constitution « séculariste ». Le CAA rompt avec les principes de laïcité et d'égalité, encourageant formellement une attitude bienveillante de l'État à l'égard de toutes les communautés religieuses. Cette attaque vise tout d'abord les musulmans mais également les pauvres, comme l'exemple de l'Assam l'a montré. C'est ce qui a déclenché une réaction importante tout d'abord parmi les musulmans et ensuite parmi d'autres couches de la

société, notamment des castes inférieures hindoues.

UNE CONTESTATION MASSIVE

Depuis décembre dernier, la dernière mesure a généré des mobilisations massives en Inde de la part de citoyens indiens, de confession musulmane ou non. Le mouvement de protestation vise à contester l'utilisation de la religion comme critère d'accès à la citoyenneté. Depuis la partition de l'Empire Britannique, les musulmans sont sous-représentés dans la police, l'administration, l'armée et dans le champ politique. Les commentateurs parlent de mobilisation jamais vue depuis 1975 en intensité et en durée.

Des campus universitaires, déjà en lutte contre l'augmentation des loyers, ont démarré la contestation contre le CAA. Après le 19 décembre 2019, après l'attaque d'une université musulmane de Dehli par la police, des femmes d'un quartier proche se sont mobilisées car elles connaissaient un voisin, un fils victime de cette répression. En signe de protestation elles ont bloqué une route et installé un campement tout en se relayant jour et nuit, dans le froid, refusant de bouger sauf à obtenir justice. Le quartier de Shaheen Bagh est devenu un centre de la contestation grâce à la mobilisation de ces femmes musulmanes de tous âges et de toutes conditions qui l'occupent. Il a essaimé dans d'autres quartiers de Dehli et dans d'autres villes d'autres États. À Calcutta au Bengale, à Bombay, dans l'État de l'Uttah Pradesh, des manifestations importantes se sont déroulées. Le 24 décembre des manifestations monstres ont mobilisé 12 à 13 millions dans tout le pays contre le gouvernement. Le 8 janvier, une grève nationale a mobilisé 200 millions de personnes contre le chômage et la précarisation de l'emploi, mais également contre cette loi du CAA. Le 26



Manifestation contre la loi sur la citoyenneté.
© DiplomatTesterMan / Wikimedia

janvier, une manifestation monstre a eu lieu à Shaheen Bagh à New Dehli. Des associations de Dalits (« Intouchables ») ont rejoint le mouvement. Des manifestants dénoncent les centres de détention en construction en Assam, se revendiquent de Ambedkar, militant contre les discriminations entre castes et rédacteur de la Constitution indienne.

Des États ne veulent pas de cette loi, jugée discriminatoire contre les musulmans. Les États du Bengale-Occidental, Punjab, Kerala, le Bihar ont annoncé qu'ils ne l'appliqueront pas. Certains parlementaires de partis alliés du BJP l'ont pourtant voté. Or, normalement, un État régional doit appliquer une loi votée par le Parlement national.

L'ÉTAT ENCOURAGE LA VIOLENCE CONTRE SES OPPOSANTS

« Être antinational », « heurter les sentiments de la nation », faire acte de « sédition » sont lancées à la figure de toutes celles et ceux qui osent critiquer Modi et son gouvernement. Les ténors du BJP venus participer à la campagne électorale à Dehli en janvier ne s'en sont pas privés. Le ministre en chef BJP de l'Uttar Pradesh

s'est exprimé violemment contre les protestataires du CAA en disant qu'ils « *devraient être tués comme des chiens* ».

À Delhi, ce sont deux facultés qui ont été attaquées : l'une, Jamia Millia Islamia, musulmane, a été mise à sac par la police, l'autre, Jawaharlal Nehru, centre séculariste et militant, par des nervis sous l'œil indifférent de la police. Des individus masqués, membres sans doute du syndicat étudiant ABVP proche du RSS, ont attaqué les étudiants, professeurs et militants de l'université JNU de Dehli. Les rescapés et victimes parlent des violences non seulement pour terroriser, mais pour causer des blessures mortelles.

Dans l'État d'Uttar Pradesh, c'est le chef du gouvernement régional qui incite à la haine et au lynchage depuis son arrivée au pouvoir dans cet État en 2017. Les affrontements ont fait vingt-cinq morts. Les manifestations contre la nouvelle loi sur la citoyenneté ont été durement réprimées par la police qui a attaqué et saccagé des maisons et qui a été félicitée.

Dans des quartiers populaires du nord-est de la capitale New Delhi, pendant trois jours fin février, des partisans et opposants de la loi sur la citoyenneté se sont affrontés. Ces attaques se sont déroulées après qu'un dirigeant du BJP ait annoncé qu'il fallait que les rues soient « nettoyées » des manifestants anti-CAA et qu'un sit-in de protestation ait été ciblé par les nationalistes hindous.

Des bandes d'hommes brandissant des bâtons, jetant des pierres ou des bombes à essence, criant des slogans à la gloire du dieu Ram ou « L'Hindoustan aux hindous », ont attaqué des boutiques commerçantes musulmanes, les tentes des protestataires du sit-in et ont roué de coups des musulmans. À ce jour, ces émeutes très violentes ont fait 34 morts et 330 blessés dont certains par balles. La police aurait été prise de court ou n'aurait pas anticipé les forces nécessaires ou aurait laissé faire et même été complice.

L'Inde est coutume des violences intercommunautaires meurtrières, comme dans l'État du Gujarat en 2002 ou à Dehli en 1984. Là, le gouvernement peut reprendre la main sur les manifestants protestataires à l'aide du couvre-feu. Après avoir allumé la mèche, lâché ses chiens et regardé le feu brûler, il utilise l'armée au prétexte de rétablir l'ordre.

WET MAINTENANT ?

Le gouvernement BJP va-t-il continuer dans la surenchère et la répression ? Va-t-il continuer à utiliser les forces militantes du RSS contre les protestataires ?

Le CAA fait partie du programme du BJP. Modi a le soutien des conservateurs hindous, des castes supérieures qui sont au pouvoir malgré la discrimination positive envers les castes inférieures. La politique des nationalistes hindous a toujours été de dresser les castes inférieures hindoues contre les musulmans. Il le fait également en invoquant la menace

sécuritaire et l'ennemi extérieur contre le Pakistan musulman.

Va-t-il réussir alors que la situation économique est dégradée ? L'inflation a atteint 4,6 % fin 2019. La publication du taux de chômage avait été retardée après les élections. La baisse du développement économique a déjà généré des problèmes sociaux, notamment parmi sa population jeune.

Dans cette politique, Modi a-t-il le soutien des milieux d'affaires ? Certes, l'agitation et les manifestations sont mauvaises pour le business. Les capitalistes indiens veulent la croissance alors que les prévisions sont à la baisse. Les tentatives de redynamiser l'économie se font par les investissements dans les infrastructures, la baisse des impôts sur les sociétés, les assouplissements pour les investissements étrangers, l'assouplissement du Droit du travail dans l'économie formelle, les privatisations pour stopper le déficit public comme la société d'assurance Life Insurance Corporation of India (LIC) ou la compagnie aérienne Air India.

La menace est réelle. Si tous les indiens devaient prouver leur nationalité, tous les pauvres ne le pourraient pas. Ce qui fait que des manifestants de castes inférieures s'indignent et protègent les minorités religieuses, pas seulement parce qu'ils croient aux valeurs non discriminatoires de la Constitution, mais parce que les menaces peuvent s'étendre au-delà des seuls musulmans.

Depuis deux mois, des centaines de milliers d'Indiens ont manifesté quotidiennement dans tout le pays contre le projet de réforme de la loi sur la nationalité, mais aussi contre la dégradation de leurs conditions de vie. L'union des classes populaires au-delà des barrières de castes et de religions, c'est l'enjeu des manifestations aujourd'hui et c'est ce que le gouvernement craint. □

Pour aller plus loin :

- Les rapports de Harsh Mander, militant des droits de l'Homme.
- « L'Inde de Modi. National-populisme et démocratie ethnique », de Christophe Jaffrelot, Fayard, 2019, 352 p., 25 €.



Manifestation contre la loi sur la citoyenneté à Chandmari, Guwahati.
© Ankur Jyoti Dewri / Wikicommons

Chili : Vers « une polarisation politique de masse »

Karina Nohales est militante anticapitaliste et animatrice de la Coordination féministe du 8 mars. Elle nous raconte l'évolution de la situation au Chili, où les mobilisations essaient de se frayer un chemin entre le processus constituant et la répression de masse.

Qu'en est-il de la situation politique au Chili à quelques mois des élections constitutionnelles ?

Les élections à la Convention chargée de rédiger une Constitution auront lieu le 26 avril. Il ne s'agit donc pas d'élections pour une Assemblée constituante. D'abord, il y aura un plébiscite pour savoir si le pays veut une nouvelle Constitution ou non. Puis, un vote portera sur l'organe chargé de rédiger cette nouvelle Constitution. Si le vote pour une nouvelle Constitution est approuvé, deux organes de rédaction sont soumis au vote : une Convention constitutionnelle élue à 100% ou mixte avec 50% de parlementaires actuellement en exercice. Dans le mouvement social et populaire et dans la gauche radicale, il n'y a pas de position commune tactique face à ces élections, bien que dans le fond, le rejet de l'« Accord pour la paix sociale et la nouvelle Constitution¹ » et la volonté de parvenir à une Assemblée constituante souveraine soient des objectifs communs. Avec le temps, il est apparu inévitable que ce plébiscite allait avoir lieu. Le mouvement social le plus lié aux partis traditionnels de gauche (comme la centrale syndicale CUT) mène une campagne pour approuver la Convention constitutionnelle. Dans les assemblées territoriales, le mouvement féministe et d'autres secteurs du mouvement social, trois positions existent :

- une position minoritaire de boycott du plébiscite ;
- une position majoritaire de vote en faveur de la Convention sans faire ouvertement campagne pour cette option ;
- voter pour la Convention et faire campagne pour cela.

Parallèlement, une part importante de la droite qui avait signé l'Accord a changé de position pour appeler à rejeter la Convention constitutionnelle. Sa logique est que « la paix » contenue dans cet accord suppose un engagement des partis d'opposition et de gouvernement pour approuver un agenda répressif. La droite pensait faire une concession importante en se montrant ouverte à la possibilité de changer

la Constitution de Pinochet ; en échange, l'opposition devait garantir la paix sociale, ce qu'elle n'est pas en position de faire puisqu'elle ne contrôle pas le mouvement en cours.

Un moment déterminant pour ce changement de direction de la droite a été les mobilisations contre l'examen de sélection universitaire (Prueba de selección universitaria - PSU²), par lesquelles les lycéenNES ont réussi à boycotter cet examen durant les vacances d'été [en janvier et février au Chili]. Pour la droite, cela a été le signe qu'il n'était pas possible de mener un processus constituant. Le fait que les conflits sociaux ne s'arrêtent pas a déterminé la position de la droite, parce qu'elle pensait que l'Accord allait démobiliser et que ce serait perçu par la population comme une grande conquête.

Pourquoi l'Accord n'a pas réussi à démobiliser le mouvement ?

Le soulèvement social au Chili ne s'est pas produit parce que les gens voulaient une nouvelle Constitution, mais à cause de l'impossibilité de continuer à supporter des conditions de vie toujours plus difficiles. Ce facteur n'a toujours reçu aucune réponse. Puis il existe une crise de la légitimité politique des partis qui ont gouverné ces trente dernières années et ce sont eux qui ont élaboré l'Accord.

Le plus probable des scénarios me semble être, dès le mois de mars, de nouvelles mobilisations de masse se combinant à une participation probablement massive et historique pour le plébiscite en avril. Ce serait une énorme défaite pour la droite. Ensuite, entre avril et octobre, le moment où seraient élus les représentants à la Convention, s'ouvrira la possibilité d'une bataille programmatique inédite. Ce sera stratégiquement très important d'y répondre, car une forte polarisation politique est inévitable dans la société. La conception de la démocratie en sera le point fort. En effet, la droite est en train de construire le récit qu'il existe un secteur minoritaire de la population qui manifeste de façon violente pour

imposer au reste de la société un processus constituant. Pour la droite, c'est donc une séquestration de la démocratie. Du côté du mouvement populaire, le récit est inverse : il y a des secteurs majoritaires qui exigent une Assemblée constituante et un secteur minoritaire a séquestré cette volonté de masse pour imposer un Accord qu'il défend par la répression et le terrorisme d'État. Cette polarisation sociale s'exprimera différemment à celle d'octobre. Il y aura un conflit politique à un niveau de masse, et ce ne sera plus une contestation transversale.

Quel est l'état des mobilisations actuellement ? Le mouvement s'est-il maintenu ou a-t-il pris d'autres formes ?

En janvier et février, ce sont les vacances d'été. La massivité des mobilisations a baissé à partir de la signature de l'Accord et a baissé encore plus durant l'été. Cependant, les mobilisations ne se sont aucunement arrêtées. À Santiago, place de la Dignité, les rassemblements les plus ordinaires regroupent 10 000 à 20 000 personnes. Il apparaît, dans différentes villes du pays, des moments de politisation et de protestation lors des festivals d'été, notamment par des performances artistiques ou des « funas³ » contre toutes les personnalités de droite présentes dans ces festivals.

Il y a aussi eu le mouvement de contestation de la PSU qui a mis à l'épreuve le gouvernement, sur un conflit sectoriel mais dont le contenu est la remise en cause d'un système d'éducation discriminant et de classe. Cela marque aussi de nouveau une disposition à lutter. L'ACES (assemblée coordinatrice de lycéenNES) a appelé au boycott de la PSU et les jeunes y ont répondu de façon spontanée. Il y a eu une répression importante.

Quel a été le rôle de la performance du collectif Las Tesis⁴ dans le mouvement ?

Le féminisme a joué un rôle très important



avant l'explosion sociale. Quand l'Accord est signé le 15 novembre, la massivité baisse. Le 25 novembre, lors de la journée mondiale contre les violences faites aux femmes, apparaît la performance de Las Tesis. Cette action devient une forme de mobilisation qui vient réanimer le mouvement après l'Accord. Le collectif Las Tesis réussit à articuler une analyse politique de la répression et de la violence d'État aux violences structurelles qui touchent les femmes et les minorités sexuelles. Des problématiques locales ont été intégrées dans ces actions et préfigurent un programme politique, en fonction des différentes réalités du pays. Par exemple, dans les zones de sacrifice⁵, où il y a des conflits socio-environnementaux graves, à la place de dire « Ce sont les juges », les femmes disaient « Ce sont les industries ». Las Tesis, en tant que phénomène politique massif, réussit à générer non seulement un retour du protagonisme des femmes et des minorités sexuelles, mais prépare aussi le chemin pour un appel à la grève générale féministe beaucoup plus fort, parce que beaucoup de jeunes femmes ont participé au soulèvement social par le biais de Las Tesis.

Nous approchons du 8 mars, qui a été l'an dernier un moment historique. Comment cette journée s'annonce dans le cadre de la situation ouverte au Chili depuis octobre ?

La grève générale féministe du 8 mars 2019 a été, avant le mouvement commencé en octobre, la plus grande manifestation depuis la fin de la dictature. Cette année, la Deuxième rencontre plurinationale, à laquelle ont participé 3 000 femmes, a été organisée non seulement par la Coordination féministe du 8 mars, mais aussi par des organisations de femmes, féministes et des minorités sexuelles de tout le pays.

Un point d'élaboration important a été d'approfondir le programme féministe contre la précarisation de la vie. Nos revendications générales ont été déclinées à deux niveaux pour s'adapter aux conjonctures et débats à venir : sous la forme de mesures d'urgence immédiates et en termes constitutionnels. Par exemple, une revendication comme le droit à l'avortement libre, légal et gratuit serait traduite comme revendication immédiate par la dépénalisation de l'avortement, mais, dans une Constitution, cela se traduirait par la libre autodétermination des femmes sur leurs corps.

Nous avons aussi élaboré le document « *Notre première ligne contre le terrorisme*

d'État ». Nous nous sommes interrogées sur les conditions politiques minimales que nous devons conquérir pour ouvrir un processus constituant qui se déroule dans un cadre démocratique. Il a été décidé que les femmes se mettent en première ligne contre le terrorisme d'État, exigeant que s'en aillent le président Piñera et son gouvernement criminel, car ils sont responsables d'avoir déclaré la guerre au peuple. Accepter un processus constituant où Piñera continue de gouverner est accepter que l'impunité ne soit pas remise en cause. Nous exigeons la liberté des plus de 2 500 prisonniers et prisonnières politiques de la révolte, et la responsabilité politique et judiciaire de tous les agents de l'État qui ont commis des violations des droits humains. Nous demandons l'abrogation de toutes les lois répressives mises en place durant cette période et que certaines lois répressives cessent de s'appliquer à ceux et celles qui luttent. Nous avons enfin décidé d'un plan de lutte en trois temps : grève générale féministe, processus constituant et assemblées territoriales. La grève sera un processus du 2 au 11 mars, jour lors duquel Piñera sera président depuis deux ans. La grève en elle-même est convoquée pour le lundi 9 mars, avec des manifestations et des actions de protestation le 8 mars. Le congrès national de la CUT (syndicat majoritaire du pays) a décidé de s'associer à l'appel à la grève féministe de façon inédite.

Il n'y a pas de tactique commune du mouvement féministe face au plébiscite, néanmoins nous avons décidé de ne pas nous laisser diviser par ce dernier. Nous défendons toutes notre programme féministe et notre position contre le terrorisme d'État.

Que représente la Coordination des assemblées territoriales? Peut-elle ouvrir une voie alternative au plébiscite ?

Les assemblées territoriales sont apparues en grand nombre au début de l'explosion sociale. Il y a beaucoup de différences au niveau territorial, entre les assemblées des quartiers périphériques de Santiago et celles du centre. Les secteurs les plus pauvres ont remis en cause le fait que l'articulation des assemblées soit hégémonisée par des secteurs parmi les moins populaires.

L'initiative d'une rencontre des assemblées territoriales vient de Santiago, notamment des assemblées des quartiers qui ne sont pas périphériques. Le 18 janvier, a lieu la première rencontre des assemblées territoriales de la région métropolitaine de Santiago. Plus de 1 000 personnes y participent, représentant près de 200 assemblées

territoriales. Des représentantEs d'autres régions y ont aussi participé. Comme dans le mouvement féministe, il n'y a pas eu de position commune concrète face au plébiscite d'avril.

C'est la première rencontre de quelque chose qui n'existait pas il y a quelques mois. C'est une expérimentation qui a permis de rendre compte d'une certaine potentialité, d'une disposition à s'organiser, mais qui reste embryonnaire. Ces assemblées sont néanmoins une caractéristique d'organisation du peuple à partir d'octobre, prenant en charge le ravitaillement et l'auto-défense, dans un contexte de militarisation du pays et lors duquel les transports et le commerce ne fonctionnaient plus. On ne peut pas écarter la possibilité que cette situation se reproduise, car elle est encore ouverte. Les assemblées pourraient jouer ce rôle de pouvoir populaire et c'est précieux que ces assemblées existent et commencent à se coordonner.

Qu'attends-tu du mois de mars qui est la rentrée sociale et politique pour le pays ?

Il y a une attente énorme. Le gouvernement et le Parlement savent parfaitement que la manière dont va se dérouler le mois de mars va donner le ton des prochains mois. Cela incombe au mouvement féministe, presque accidentellement par le calendrier. Le mouvement féministe y est prêt et tente de regrouper tous les secteurs possibles derrière un programme, une forme politique de lutte et des exigences politiques assez radicales et précises. Je pense que mars va être explosif, même s'il ne reproduira pas l'ampleur du 18 octobre. □

Propos recueillis par Alex G.

1) Cet Accord, signé par les parlementaires en novembre 2019, envisage l'impunité absolue pour les crimes et violations des droits humains et protège le gouvernement pour qu'il aille jusqu'à la fin de son mandat. Il permet que l'éventuelle Convention constituante reste composée plus ou moins par les mêmes forces actuelles du Parlement.

2) L'examen de sélection universitaire mesure des connaissances standardisées et permet aux lycéenNES, selon les points qu'ils obtiennent lors des épreuves, de rentrer à l'université.

3) La « funa » est à son origine une forme de manifestation pour dénoncer publiquement une personne ou un groupe de personnes ayant commis un crime, notamment lié aux violations des droits humains. Elle vise ainsi des anciens cadres de la dictature, mais s'est élargie à d'autres cibles politiques.

4) Il s'agit de la performance « Un violador en tu camino » (« Un violeur sur ton chemin »), qui replace les féminicides dans leur contexte d'impunité institutionnelle et fait le lien avec le terrorisme d'État durant le mouvement en ciblant l'État (« l'État oppresseur est un homme violeur »), en particulier les juges, la police et le président.

5) Cette expression est utilisée pour décrire les localités qui se trouvent gravement impactées par la pollution industrielle, donc sacrifiées pour le « développement » du reste du pays.

6) La « première ligne » fait référence aux groupes d'autodéfense qui se sont constitués lors des manifestations de masse depuis le soulèvement insurrectionnel d'octobre pour protéger les manifestantEs contre la répression.

L'échec de l'aventure militaire de la France au Sahel

PAR PAUL MARTIAL

Il y a sept ans, un consensus existait pour approuver l'intervention militaire française au Mali. Aujourd'hui, les critiques émergent enfin, sur la base de son bilan catastrophique.

Les rares voix qui s'y opposaient se virent l'objet de critiques féroces, de la lettre ouverte d'un malien à Olivier Besancenot lui enjoignant dans *l'Express* d'arrêter ses critiques¹, à la suffisance du journaliste de ce magazine Vincent Hugueux qui écrivait à propos de la position du NPA : « *Il va de soi que l'on n'échappera pas à l'analogie, tentante et trompeuse, avec le bourbier afghan, ni au spectre de la "catastrophe humanitaire"* »². Quelques années plus tard, le même pourtant, reprend à son compte l'analogie qui s'avère décidément bien tentante, en évoquant une France qui s'ensable³ et de se demander tout penaud : « *Que reste-t-il des espoirs éclos hier ? Un rêve évanoui, une brassée d'illusions perdues.* »⁴ C'est en général le sentiment des va-t-en-guerre qui regardent autour d'eux les dégâts causés par leur bellicisme. Pourtant la longue liste des interventions de la France en Afrique, notamment celle en Libye, aurait dû au moins les inciter à la prudence, quant à l'esprit critique cela semble être hors de leur portée.

LE BILAN NÉGATIF

L'intervention au Mali avait pour but de stopper l'avancée des troupes islamistes sur la capitale Bamako et d'éradiquer le terrorisme. Même s'il était peu crédible que quelques dizaines de pick-up de djihadistes puissent contrôler une ville de près de trois millions d'habitants, cela justifiait l'intervention militaire de la France en urgence, préparée tout de même... depuis des mois⁵. Quant à l'éradication du terrorisme, l'inverse s'est produit. L'effet de l'opération Serval n'a fait que fragmenter les forces djihadistes qui se sont disséminées dans tout le pays et bien au-delà, obligeant la France à se repositionner sur la zone sahélo-saharienne qui couvre le Mali, le Niger et le Burkina Faso avec l'opération Barkhane.

L'échec de cette intervention est patent comme le montre le dernier bilan des Nations Unis⁶.

Au Mali la situation ne fait qu'empirer, l'absence de l'État permettant aux différentes milices de prospérer autour des activités de contrebande de produits légaux ou non et de la traite des êtres humains. Écoles, centres de santé et autres services de l'État sont aux abonnés absents. Les forces armées maliennes ont dû abandonner certaines de leurs positions comme à Indélimane et Anderamboukane (région de Ménaka) ou à Labézanga (région de Gao).

La situation s'est aggravée aussi dans le centre du Mali comme en témoignent les violents incidents, notamment le massacre de Ogossagou et Welingara dans la région de Mopti, où 169 personnes ont trouvé la mort, parfois dans des conditions atroces.

Comme le souligne le rapport des Nations Unis : « *La situation humanitaire continue de se dégrader. Dans l'ensemble du pays, 3,9 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, principalement dans le nord et le centre, des femmes et des enfants pour la plupart.* »⁷

Le Niger fait face à une double menace, à l'ouest avec les groupes armés sahéliens et de l'autre côté vers l'est avec les attaques venant du Nigeria des membres Boko Haram. La précarité n'est pas seulement sécuritaire, elle est aussi économique, on dénombre des problèmes de malnutrition, qui touchent 1,8 million d'enfants. Le changement climatique provoque des sécheresses suivies d'inondations dévastatrices.

Au Burkina Faso, ce n'est guère plus brillant. La fin de Blaise Compaoré a mis un terme à la sanctuarisation du pays. En effet Compaoré a toujours entretenu des liens forts avec les différents groupes armés y compris islamistes. Ce qui lui a permis de mener,

via son bras droit le général Diendéré, les négociations pour la libération des otages français. En contrepartie, les dirigeants des différentes milices se sont installés dans la capitale à Ouagadougou s'offrant de luxueuses villas. Depuis la chute de Compaoré, le Burkina Faso est la cible d'attaques répétées⁸ et offre une position stratégique, par ses frontières communes avec les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, pour les groupes djihadistes qui pourraient profiter des crises politiques liées aux prochaines élections présidentielles en Côte d'Ivoire ou au Togo.

SITUATION DISPARATE

Tout comme dans le centre du Mali, la situation dans la bande sahélo-saharienne est marquée par une très forte disparité. En effet la stratégie des groupes djihadistes est d'infiltrer les communautés en profitant du délitement des conditions sociales des populations. Un des vecteurs particulièrement importants de division est l'affrontement entre éleveurs et cultivateurs autour des accès aux ressources, l'eau bien sûr, mais aussi les terres qui sont soit traversées lors de la transhumance pendant la saison sèche, soit dédiées au pâturage. Cette division se confond en grande partie à la division communautaire, puisque les éleveurs sont majoritairement Peul. La crise climatique a aggravé la rarefaction des ressources, et l'absence de l'Etat comme médiation entre les communautés et garant de la sécurité, est la principale cause de la violence et ouvre la voie à la prolifération de milices armées. Ainsi faute de solutions alternatives, certains éleveurs ont accepté la protection des djihadistes pendant la transhumance. En s'implantant, ils



ont écarté les chefs de village, imposé leurs lois et continuent d'attaquer les villages qui ne leur sont pas acquis. Dans le même temps, ils en profitent pour enrôler les jeunes sans terre et sans avenir d'autres communautés.

Plus au nord, là aussi, ce sont les divisions inter et intracommunautaires qui se sont accentuées autour des contrôles des flux de contrebande.

Cette spirale de la violence est aussi encouragée par les autorités politiques des États qui s'appuient plus ou moins officiellement sur des milices locales. Ainsi dernièrement le Burkina Faso vient de voter une loi au parlement autorisant l'armement des civils pour combattre les groupes armés⁹. Des groupes de ce genre existent déjà, comme les Koglweogos, qui se rendent coupables de nombreuses violations des droits humains. De telles mesures ne font que favoriser les zones de non droit où les populations sont rackettées et menacées.

Chaque action de représailles entre différents groupes est l'occasion de razzia et d'enrichissement à bon compte, c'est aussi un moyen pour les jeunes marginalisés en rejoignant ces groupes de gagner argent et statut social. Peu à peu une sorte d'économie de guerre se met en place encourageant les règlements de compte réciproques et détruisant le tissu social.

Ces pays sahéliens dont les États sont déjà fortement affaiblis par des années

de politique d'ajustements structurels perdent de plus en plus leur légitimité parmi les populations. Le risque est réel d'un embasement entre les communautés et les réponses militaires apportées par les gouvernements africains et français ne font qu'alimenter cette violence.

LA FRANCE ASSOCIÉE À LA GUERRE SALE

En effet, les interventions militaires tricolores représentent un soutien politique et une assurance pour les pouvoirs de ces pays africains de rester en place et de continuer leur politique de prédation. Et ce ne sont pas les signes lancés par Paris qui vont les dissuader, bien au contraire. On se rappelle de l'intervention [en février 2019] de Barkhane contre une colonne de pick-up d'un mouvement armé qui menaçait la dictature tchadienne d'Idriss Deby au pouvoir depuis une trentaine d'années. Cette colonne de l'Union des Forces de la Résistance (UFR) n'avait pourtant rien à voir avec les groupes djihadistes¹⁰.

Depuis des décennies des programmes de formation et d'entraînement sont mis en place pour rendre les armées africaines plus efficaces avec un résultat à peu près nul. En effet, c'est une chimère de croire que l'armée pourrait être la seule structure étatique efficace d'un État totalement défaillant. En fait les armées de ces pays sont tout aussi et tout autant gangrénées par la corruption et le clientélisme que le reste du corps social. De plus, la question

n'est pas seulement de bien former les soldats au combat, elle est surtout d'assurer une logistique efficace en termes de ravitaillement, d'énergie, de communication, de maintenance du matériel. Une logistique particulièrement onéreuse pour les budgets des pays sahéliens.

En se basant sur l'aide de milices, les armées sahéliennes, de fait, prennent position pour certaines communautés et braquent les autres, avec des dérapages de plus en plus importants signalés par les organisations de défense des droits humains¹¹.

L'armée française n'est pas épargnée. Dès le début de son intervention elle s'est alliée avec le MNLA, les indépendantistes touarègues, une alliance qui a de fait empêché l'installation de l'État malien, après la déroute des djihadistes, dans le nord du pays. Cette stratégie continue, l'armée française s'allie avec des milices locales notamment le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) au Mali¹².

La situation des troupes françaises devient compliquée. Critiquées pour leur manque d'efficacité contre le terrorisme, incapables d'endiguer la violence, elles sont prises à partie par les populations qui les perçoivent, à juste titre, comme une armée d'occupation. Ce n'est évidemment pas, en convoquant les présidents africains à Pau, comme on convoquerait des préfets pour les sermonner que Macron va améliorer l'état d'esprit de la rue.

La France se retrouve donc bien seule au Mali et la décision de dernière minute du gouvernement tchèque d'envoyer un contingent de 60 personnes peut, tout au plus, être considérée comme un geste d'encouragement. L'armée française est de plus confrontée à un problème majeur celui de l'éventuel retrait des forces américaines qui épaulent de manière décisive les troupes tricolores en matière d'ISR (Intelligence, Surveillance, Reconnaissance) assuré par les drones Reaper et des avions spécialisés dans l'interception des communications. Cette menace de retrait des américains rendrait les troupes françaises quasi aveugles et symbolise les divergences de vue des politiques africaines des deux pays. Trump est davantage préoccupé par la concurrence de la Chine et la Russie et ne voit guère l'intérêt de continuer à financer les troupes et les bases américaines sur le Continent.



Le BPC Dixmude, ici à Toulon le 14 juillet 2011, est le premier bâtiment de la française engagé dans l'opération Serval. © Rama / Wikimedia Commons.



Troupes françaises à Bamako dans le cadre de l'opération Serval en 2013.
© Idrissa Fall / Wikicommons.

Paris s'est enfermé dans un choix binaire, soit rester mais dans ce cas il devra renforcer sa présence avec un risque déjà avéré d'enlèvement, soit se retirer et cela sera un coup dur pour sa politique en termes de perte de crédibilité vis-à-vis de ses partenaires africains, et d'influence géopolitique sur la scène internationale.

UNE TROISIÈME VOIE

Il y a unanimité pour considérer que l'action politique doit être privilégiée pour résoudre des problèmes qui ont leur source dans une crise sociale avant de dégénérer dans la violence. Le chef d'état-major de l'armée française lui-même en est bien conscient quand il déclare : « si le travail de Barkhane n'est pas complété par une action politique (...) en partenariat entre les gouvernements des pays que nous venons aider et l'ensemble de la communauté internationale (...), notre action ne servira à rien. »¹³

Le problème est comment définir cette action politique et surtout jusqu'où peut-elle aller ? Une première esquisse de réponse a été donnée lors de la réunion de Pau (en janvier 2020) où Macron a exhorté les dirigeants africains à améliorer la gouvernance, une rhétorique que ces derniers ont maintes fois entendue sans pour cela changer quoi que ce soit à leur politique de corruption et d'incurie. À titre d'exemple, l'accord de paix d'Alger signé en 2015 entre les principaux groupes armés du nord du Mali et Bamako est toujours à l'état de balbutiement. Ainsi une des mesures phares, qui est la décentralisation,

peine à progresser. Le pourcentage d'administrateurs civils présents dans leur lieu d'affectation dans le nord du Mali est toujours de 23% et sur les 74 000 ex combattants seul un millier ont réellement bénéficié de mesures de démobilisation¹⁴.

Pour une grande partie des organisations civiles de la société

maliennne, la question de l'ouverture de pourparlers avec tous les groupes armés y compris ceux se réclamant du djihad doit être envisagée. Déjà, lors de la Conférence nationale de 2017 au Mali, les préconisations de négocier avec les djihadistes étaient explicites¹⁵. Une exigence aussi reprise et renouvelée régulièrement par les organisations de la gauche maliennne comme le parti SADI.

Les premières discussions ont eu lieu de manière informelle avec certains groupes, tant au Mali qu'au Burkina Faso¹⁶. Ibrahim Boubacar Keïta, le président malien, vient de franchir le pas en annonçant l'amorce d'un dialogue avec les rebelles¹⁷ s'opposant à la France qui considérait cette option comme catastrophique selon les termes de François Lecointre, le Chef d'état-major des armées françaises¹⁸. Le Quai d'Orsay a dû entériner ce choix dans un communiqué soulignant que « l'action collective au Sahel est multidimensionnelle¹⁹ ». Une langue de bois qui cache l'embaras de Paris.

Des négociations qui risquent de mettre à bas la laïcité et détériorer les droits des femmes. Cependant, cette dégradation a hélas déjà été largement amorcée en 2009 où le gouvernement de l'époque a dû reculer sur son projet de loi du Code de la famille qui donnait plus de droits aux femmes et qui été battu en brèche par des grandes mobilisations populaires initiées par le Haut Conseil Islamique Malien (HCIM), dirigé à l'époque par Mahmoud Dicko. Ce dernier s'est

lancé dans la politique et est capable de mobiliser plus de 50 000 personnes contre le gouvernement. En d'autres termes le danger que le Mali bascule dans un pouvoir religieux viendra plus de l'islam organisé de la société que des groupes terroristes. Ouvrir les négociations permettrait de briser ce face à face militaire délétère dont les premières victimes sont les civils et qui dépossède les populations du débat politique.

L'émergence de groupes armés traduit la conflictualité sociale aiguë qui règne dans la région, la traiter par la négociation peut être aussi une opportunité pour dissocier les dirigeants islamistes armés et les populations. □

1) https://www.lexpress.fr/actualite/politique/monsieur-besancenot-je-suis-malien-et-j-approuve-l-intervention-militaire-francaise_1213169.html

2) <https://blogs.lexpress.fr/afrique-en-face/2013/02/06/au-bonheur-des-nord-maliens/>

3) https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/en-attendant-la-force-g5-la-france-s-ensable-au-sahel_2022934.html

4) https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/sahel-les-illusions-perdus_2084638.html

5) <https://www.lefigaro.fr/international/2013/01/13/01003-20130113ARTI00194-mali-les-dangers-de-l-operation-serval.php>

6) « Dans ces trois pays, plus de 4 000 décès dus à cette violence ont été signalés en 2019, contre 770 décès en 2016 », des chiffres qui ne tiennent pas compte d'un début d'année 2020 particulièrement macabre, avec les 89 morts du massacre de Chinagodrar au Niger, les 36 morts du marché de Nagraogo et du village d'Alamou situés dans la partie nord du Burkina Faso. <https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059551>

7) Situation au Mali Rapport du Secrétaire général des Nations unies S/2019/983.

8) <http://www.fasozine.com/actualite/politique/8250-burkina-faso-2-369-etablissements-scolaires-fermes-10-enseignants-tues.html>

9) <https://www.bbc.com/afrique/region-51354762>

10) https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/02/06/l-armee-francaise-bombarde-une-colonne-de-rebelles-pour-eviter-la-destabilisation-du-tchad_5420228_3212.html

11) <https://www.hrw.org/news/2020/02/10/mali-militias-armed-islamists-ravage-central-mali>

12) <https://www.mediapart.fr/journal/international/291118/la-frontiere-entre-le-niger-et-le-mali-l-alliance-coupable-de-l-armee-francaise>

13) <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/l-avenir-du-sahel-se-joue-dans-l-annee-qui-est-20191217>

14) <https://www.jeuneafrique.com/715684/politique/mali-pourquoi-la-mise-en-oeuvre-de-laccord-de-paix-avance-si-lentement/>

15) Acte de la Conférence d'Entente Nationale 2017, paragraphe 6.6.

16) <https://lefaso.net/spip.php?article89238>

17) <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200210-ibrahim-boubacar-keita-rfi-ibk-jihadistes>

18) <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-27-novembre-2019>

19) <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200213-mali-initiative-dialogue-chefs-jihadistes-reactions-paris>

Hégémonie régionale de la Turquie : les ambitions démesurées d'Erdoğan

PAR MASIS KÜRKÇÜGİL*

La Turquie est un pays qui, dans les luttes d'hégémonie actuelles, s'est fixé des objectifs qui dépassent largement sa capacité. Ankara n'avait jusqu'à ces dernières années jamais eu recours à des moyens militaires lors des tensions avec ses voisins, à l'exception de la crise chypriote de 1974. Mais aujourd'hui, elle dispose de troupes en Syrie, en Irak et en Libye.

L'AKP (Parti de justice et de développement) qui aspirait à devenir le centre économique et politique de la région et avait adopté au départ une politique étrangère qu'il avait baptisée de « zéro problème avec les voisins », a changé de cap avec le commencement du Printemps arabe et est devenu le protecteur des Frères musulmans. À partir de 2012, Erdoğan avait pour but premier de renverser Assad et cherchait seulement ensuite à en finir avec la présence politique des Kurdes en Syrie par des moyens militaires. Ensuite, il a qualifié Haftar¹ – qui bénéficie du soutien de la Russie en Libye – de terroriste et fourni un soutien logistique à Tripoli selon les termes de l'accord signé avec le gouvernement de Fayez el-Sarraj², envoyé des mercenaires djihadistes recrutés en Syrie et a récemment visité l'Ukraine et signé un accord d'aide militaire de 200 millions de dollars. Pendant que tout cela se produit et que des problèmes s'accumulent avec toutes les puissances régionales, la diplomatie turque fait la navette entre la Russie et les États-Unis.

Avant le Printemps arabe les gouvernements turc et syrien se réunissaient ensemble, Erdoğan et Assad partaient en vacances ensemble. Avec le début du soulèvement, Erdoğan, qui était confiant dans sa force économique et politique, est soudain devenu le champion de la cause des Frères musulmans et a commencé à forcer Assad à accepter ses propositions en faveur de l'Ikhwan³. Quand ce dernier les refusées, il n'a pas hésité à qualifier son vieil ami de dictateur sanglant et s'est décidé à le renverser. Il disait : « Avec l'aide du Dieu tout puissant, nous entrerons à Damas dans les plus brefs délais, visiterons la tombe de Salah

ad Din et feront nos prières à la Grande Mosquée des Omeyyades ». La photo de Poutine avec Assad devant cette mosquée lors de sa dernière visite à Damas représente la réalité amère à laquelle Erdoğan a dû faire face.

Pourtant, il y a huit ans, la Russie ne s'était pas encore installée en Syrie. D'autre part, la zone kurde qui s'étend actuellement sur environ 30% du territoire syrien n'existait pas non plus. À la suite de la résistance à l'État Islamique à Kobané, les Kurdes ont émergé comme un acteur non négligeable sur le plan militaire.

Quand les États-Unis avaient joué la carte kurde contre l'Iran, Erdoğan s'était rapproché de la Russie et avait conclu les accords de Sotchi et d'Astana avec la Russie et l'Iran. Erdoğan, qui avait obtenu l'accord de Poutine, avait envoyé ses troupes de l'autre côté de la frontière pour établir une zone de sécurité dans le district d'Efrin à majorité kurde. Par la suite l'armée turque a traversé de nouveau la frontière (à Djerablus et à Al Bab) afin d'établir une ceinture de sécurité d'une longueur de 400 km et d'une profondeur de 32 km. Ces trois régions étaient sous contrôle des Forces démocratiques syriennes au sein desquelles les Kurdes sont majoritaires. Cette fois-ci Erdoğan a rencontré d'abord le rejet des américains et encore plus fort celui des Russes. Maintenant, il essaie de tenir un territoire (Idlib) contre l'avancée de l'armée syrienne soutenue par les Russes qui ont le contrôle de l'espace aérien. Il s'agit d'une région dont la population avait quadruplé et s'est élevée à 4 millions d'habitants suite aux transferts des groupes djihadistes selon les accords de Sotchi et d'Astana. Selon ces accords, Ankara s'était engagée à

désarmer les djihadistes durs et à les séparer des dissidents « modérés ». La Turquie n'a pas rempli ses engagements et Heyet Tahrir al Sham (le groupe djihadiste qui regroupe les résidus de Al-Nusra qui était la branche syrienne d'Al Qaida) a fini par contrôler environ quatre-vingt-dix pour cent de la région. La Turquie, sous prétexte d'empêcher une vague d'immigration d'un million de personnes à ses frontières, a déployé des troupes fortes de dix mille soldats (y compris les combattants de « l'Armée nationale syrienne ») équipés d'armes lourdes.

On est arrivé au dernier virage dans la guerre que Erdoğan menait à la fois contre Damas et les Kurdes, alors qu'il est coincé par les Russes et les américains. Le sort des forces djihadistes (y compris les militants d'Al Qaida qui ont changé de nom) considérées comme terroristes par les États-Unis et par la Russie n'est pas encore déterminé.

Erdoğan essaie de rétablir la crédibilité qu'il a perdu au pays par le chauvinisme et le militarisme. Pendant de nombreuses années, il a soutenu son capitalisme de copinage par d'énormes projets d'infrastructure visant principalement à l'enrichissement d'entreprises de construction appartenant à ses partisans. Maintenant, il compte sur l'industrie de guerre et le militarisme. □

Traduction : Osman S. Binatlh

*Membre de Sosyalist Demokrasi için Yeniyol, section turque de la IV^e Internationale.

1) Dirigeant de l'armée libyenne depuis 2015.

2) Homme d'affaires, président du Conseil constitutionnel et Premier ministre de Libye.

3) Confrérie des Frères musulmans.

Turquie : signes d'épuisement de l'hégémonie islamo-nationaliste et défis pour l'opposition

PAR URAZ AYDIN*

« Mes enfants ont faim ! Je veux un travail ! » s'était écrié Adem Yarci (42 ans) avant de s'immoler devant la préfecture de Hatay, près de la frontière syrienne. Yarci n'est pas le premier à recourir au suicide pour échapper à cette souffrance quotidienne due au chômage, à la pauvreté et à une vie de plus en plus chère.

Il y a quelques mois, en novembre, trois familles avaient eux aussi fait le choix tragique de se donner la mort, collectivement, pour ne plus vivre dans la misère et la dette. Au moment où ces lignes sont écrites, nous apprenons également le suicide d'un jeune étudiant, précédé d'un chauffeur de camion.

LA RÉCESSION CONTINUE À FRAPPER

Il n'y a aucun signe de redressement de l'économie. Le FMI prévoit une inflation de 13% pour 2020 alors que l'augmentation des salaires pour le public reste au niveau de 6%. Le SMIC représente moins d'un tiers du montant correspondant au seuil de pauvreté monétaire et dépasse tout juste le seuil de famine, tandis que 45% des travailleurs (enregistrés) travaillent au SMIC. Le taux de chômage avoisine les 13% et atteint les 30% chez les jeunes. La situation financière qui avait déjà pénalisé l'AKP lors des élections municipales de 2019, où le bloc oppositionnel remporta les mairies d'Ankara et Istanbul après 25 ans de règne islamo-nationaliste, semble continuer à affaiblir le bloc d'Erdogan constitué par l'AKP et son allié d'extrême-droite, le MHP. Si les deux partis arrivent toujours, selon les sondages, à totaliser aux alentours de 50% des voix (40% pour l'AKP et 10% pour le MHP), les liens de l'électorat conservateur avec l'AKP sont de plus en plus faibles et les démissions du parti se comptent par centaines de milliers. La structure interne du parti est en haillons. Le culte de la personnalité autour du Président (de la République et du parti) Erdogan a entraîné une course « au plus Erdoganiste » où toutes les formes de réflexion autonome furent éliminées, ce qui favorisa l'éloignement et parfois l'excommunication explicite des anciens cadres et militants du parti pour qui l'AKP devait représenter autre chose qu'un clan des adeptes d'Erdogan. Parmi ceux-là, Ahmet Davutoglu, l'ancien

premier ministre, vient de fonder son parti, le Parti de l'avenir, sur un programme « conservateur-démocrate ». L'ancien Ministre de l'économie Ali Babacan, parrainé par l'ancien Président de la république Abdullah Gül, va lancer aussi son propre parti. Son orientation va privilégier le redressement des rapports avec l'Union Européenne. Ces deux scissions ne semblent pas, pour le moment, être en mesure de former des alternatives de poids face à l'hégémonie d'Erdogan mais auront sans doute, à moyen terme, un impact dans l'affaiblissement de l'AKP.

POLARISER POUR RÉGNER

Pour surmonter ces crises multiples et combinées, le *Réïs* joue, encore et toujours la carte de la polarisation-criminalisation-répression, le tout surdéterminé par une vision conspirationniste et accompagné d'une arrogance égocentrique. Il fut un temps où les tensions internationales et les offensives militaires pouvaient assurer une consolidation sur la base d'une mobilisation chauvine. Aujourd'hui ce n'est plus vraiment le cas. L'envoi de mercenaires islamistes étrangers en Lybie ne suscite, par exemple, aucun enthousiasme patriotique dans la population... Fort de sa domination quasi-totale sur les médias, le Président peut toutefois lancer de nouveaux sujets épineux à tours de bras, histoire d'occuper l'opinion publique, de fustiger sévèrement l'opposition et masquer pour quelque temps le désarroi économique auquel fait face son administration. La plus réussie de ces tentatives a été celle du lancement du projet de Canal Istanbul qui consiste littéralement à « casser » la métropole en deux afin de construire un nouveau Bosphore qui relierait la mer de Marmara à la Mer Noire. Un projet pharaonique (estimé à 11 milliards d'euros), insoutenable et éco-destructeur. Mobilisée sous le slogan « soit le Canal, Soit Istanbul », l'opposition,

avec Ekrem Imamoglu – le maire de la métropole – en première ligne, est accusée de faire le jeu des puissances occidentales et de servir contre l'intérêt national...

LE DÉFI DE L'OPPOSITION

Après la terrible vague de répression contre toute sorte d'opposition qui avait sévi au lendemain du coup d'État raté en 2016, il n'est toujours pas possible de parler d'une « normalisation ». Chaque événement positif pour les forces démocratiques – surtout au niveau judiciaire – est directement suivi d'actes en sens contraire. Un exemple récent : le philanthrope Osman Kavala, accusé d'avoir financé la révolte de Gezi de 2013 et ayant passé plus de deux ans en détention provisoire, a été de nouveau arrêté quelques heures après son acquittement pour son rôle présumé dans le coup d'État raté de 2016... L'état d'urgence continue à fonctionner *de facto*, notamment contre le mouvement kurde dont plusieurs milliers de dirigeants et militants sont toujours derrière les barreaux et dont des dizaines d'administrations municipales ont été accaparées par le régime. Toutefois l'alliance entre les divers secteurs de l'opposition – nationalistes, républicains, islamistes, pro-Kurdes, extrême-gauche – qui avait permis la conquête des mairies d'Ankara et Istanbul semble vouloir se maintenir afin d'infliger le même revers aux forces islamo-nationalistes d'Erdogan au niveau national en cas de nouvelles échéances électorales. Mais ne nous y trompons pas, il sera extrêmement difficile de la préserver et le régime fera tout son possible pour le briser à son maillon le plus faible, le mouvement kurde. □

*Membre de Sosyalist Demokrasi için Yeniyol, section turque de la IV^e Internationale.

Liban : un mouvement de contestation populaire profond contre le néolibéralisme et le confessionnalisme

PAR JOSEPH DAHER

Le Liban connaît actuellement des mobilisations sans précédent depuis plusieurs décennies, commencées le 17 octobre 2019 à la suite de l'annonce par le gouvernement de nouvelles taxes, notamment sur l'application de messagerie instantanée WhatsApp et sur fond d'une crise économique toujours plus profonde. La contestation populaire s'est rapidement étendue à toutes les villes du pays, jusqu'à provoquer la démission du Premier ministre Saad Hariri le 29 octobre 2019. Les manifestantEs ne dénoncent pas seulement les politiques économiques néolibérales du gouvernement, les mesures d'austérités et la corruption, mais remettent en cause l'ensemble du système confessionnel libanais. Tous les partis politiques confessionnels qui le composent et dominent la vie politique sont visés.

Depuis la fin de décennie 2000, le Liban est façonné par les clivages croissants résultant de la mise en œuvre des réformes néolibérales. 28% de la population vit dans la pauvreté, percevant moins de 4 dollars par jour. Les revenus des ménages les plus pauvres ont stagné ou baissé de 25 à 30% entre 2010 et 2016. Le chômage est également élevé : seul un tiers de la population en âge de travailler dispose d'un emploi, tandis que chez les jeunes de 15 à 24 ans, le taux de chômage se situe en moyenne à 23,3% (35,7% pour les jeunes diplômés). Entre 40 et 50% des résidents libanais n'ont pas accès au Fonds de la Sécurité sociale nationale ou à toute autre aide sociale publique. Le pourcentage de travailleurEs informels, c'est-à-dire ceux et celles qui ne bénéficient d'aucune couverture maladie, est d'environ 55%. Les travailleurEs précaires étrangers, dont le nombre total est estimé à un peu plus d'un million¹, soit environ 20% de la population, n'ont également aucune protection sociale. Selon une étude de l'Administration centrale de la statistique, la moitié des journalierEs et plus d'un tiers des agriculteurEs du pays vivent sous le seuil de pauvreté.

Les 10% les plus riches perçoivent 56% du revenu national. À eux seuls, les 1% les plus aisés, soit un peu plus de 37 000 personnes, captent 23% des revenus. Cette situation a provoqué de nombreuses manifestations dans le passé :

début 2011, avec un premier mouvement pour l'abolition du système confessionnel; entre 2011 et 2014, avec d'importants rassemblements et grèves pour protester contre les conditions de travail et pour des augmentations salariales; et à l'été 2015, avec le mouvement populaire «Vous puez», qui a débuté dans le cadre d'une crise de la gestion des ordures et qui a également abouti à une remise en cause du système confessionnel et des politiques néolibérales dans son ensemble.

Le mouvement populaire commencé en octobre 2019 remet en cause le système de manière encore plus radicale. Il est explicitement dénoncé (tous partis confondus) comme responsable de la détérioration des conditions socio-économiques. Le confessionnalisme doit être appréhendé comme un outil des partis dominants au pouvoir – et donc des élites politiques libanaises – pour intervenir idéologiquement dans la lutte des classes, renforcer leur contrôle sur les classes populaires et les maintenir en position de subordination par rapport à leurs dirigeants confessionnels. Dans le passé, des mouvements de contestation ont été tenus en échec ou écrasés non seulement par la répression mais aussi en jouant sur les divisions communautaires.

Tandis que la majorité de la population s'enfonçait dans la pauvreté, les partis confessionnels dominants et les différents groupes de l'élite économique ont

en effet mis à profit les processus de privatisation, les politiques néolibérales, et le contrôle des ministères publics pour développer de puissants réseaux de patronage, de népotisme et de corruption. Cette approche invite à reconnaître le confessionnalisme comme un produit des temps modernes plutôt qu'une prétendue tradition culturelle.

À cette aune, le caractère non confessionnel du mouvement actuel prend toute sa dimension. Il est significatif qu'au plan de sa composition sociale, le soulèvement d'octobre 2019 se distingue des mobilisations précédentes en ce qu'il est beaucoup plus ancré au sein des classes populaires et salariées que ne l'ont été les mobilisations de 2011 et 2015, dans lesquelles les classes moyennes libérales avaient joué un rôle plus important. Le mouvement actuel s'est également étendu à toutes les régions du Liban et n'est pas resté limité à Beyrouth. Les manifestations ont explosé dans tout le pays: Tripoli, Nabatiyeh, Tyr, Baalbeck, Zouk, Saida, Jal al-Dib et autres villes. Son ampleur est significative: comme l'exprime l'un des slogans phares du mouvement populaire («Tous, ça veut dire tous»), remettre en cause les politiques économiques néolibérales et la corruption implique de dénoncer l'ensemble des représentants du système confessionnel. Les appels et les messages de solidarité entre les régions et les différentes confessions religieuses se sont multipliés depuis le début des

manifestations, par exemple entre les quartiers de Bab al-Tabbaneh à Tripoli (majorité alaouite) et Jabal Mohsen (à majorité sunnite), où les conflits armés ont été nombreux ces dernières années.

En ce sens, les revendications du mouvement de protestation en faveur de la justice sociale et de la redistribution économique ne peuvent être dissociées de leur opposition au système politique confessionnel. Ces mobilisations trans-confessionnelles et socio-économiques présentent une menace potentielle pour tous les représentants de l'élite politique libanaise.

CONTINUATION DEPUIS OCTOBRE 2019

Le mouvement de contestation populaire se poursuit depuis le 17 octobre. Il s'est élargi à d'autres causes, féministes, écologiques, socio-économiques (la question des travailleurEs étrangers, etc.).

Les manifestantEs ont mené des actions ciblées devant des institutions publiques, dénoncées pour leur corruption. Parmi elles, la Banque du Liban, les banques privées, des institutions liées aux services téléphoniques et à la gestion du système électrique telles que Électricité du Liban (EDL) et Ogero. D'autres lieux ont été le théâtre de manifestations comme le port Zaytouna Bay à Beyrouth et le site en construction du complexe hôtelier Eden Bay, qui sont des symboles de la privatisation des biens maritimes. Dans le Nord, les actions ont ciblé la gestion déficiente des déchets. De même, des campagnes de désobéissance civile ont été lancées, appelant les LibanaisES à ne pas payer les factures d'électricité à l'EDL pour dénoncer l'incapacité du secteur à assurer une alimentation électrique en continu, ou à ne plus payer les emprunts bancaires pour contester les restrictions imposées par le secteur bancaire alors que dirigeants et hommes d'affaires ont pu transférer des milliards de dollars vers les banques suisses dès le début de la contestation. Une autre campagne, composé d'activistes de gauches, nommé Tamîm al-Mâsarîf (« Nationalisation des banques ») encourage et assiste les épargnantEs voulant retirer leur argent des banques privées et organise des discussions politiques sur la nécessité d'un changement radical de la politique économique du pays par la nationalisation des banques.

DES VICTOIRES ET DES DIFFICULTÉS

Plusieurs victoires marquantes ont été obtenues par le mouvement depuis le retrait des taxes qui l'avaient déclenché et

la démission du Premier ministre Saad Hariri, le 29 octobre 2019. Parmi elles, la décision de justice obligeant les sociétés de téléphonie mobile à émettre leurs factures en livres libanaises suite à la plainte déposée par « Le Club des juges » auprès de la Direction de la protection du consommateur du ministère de l'Économie et du Commerce. Melhem Khalaf, un candidat indépendant issu du mouvement civil, a été élu à la tête de l'ordre des avocats, tandis que le candidat de la Ligue de la Bekaa, Ali Yaghi, un indépendant soutenu par le mouvement populaire, a gagné les élections au conseil de l'ordre des dentistes.

Le mouvement de contestation fait cependant face à de nombreux défis, au premier rang desquels le manque d'organisation et de représentations alternatives susceptibles de contrer la domination des partis confessionnels et des groupes économiques au pouvoir.

Par ailleurs, la faiblesse des structures syndicales pose un problème récurrent. Les partis confessionnels ont activement contribué à affaiblir le mouvement syndical depuis les années 1990, en formant des fédérations et des syndicats distincts dans un certain nombre de secteurs afin d'acquérir un poids dominant au sein de la Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL). En conséquence, la CGTL n'a pas été en mesure de mobiliser les travailleurEs malgré l'intensification des politiques néolibérales et s'est distinguée par son absence du mouvement de protestation actuel. Le Comité de coordination syndicale (CCS), principal acteur des manifestations syndicales entre 2011 à 2014, a lui aussi été marginalisé par des méthodes similaires.

Outre ce manque de structuration du mouvement, la crise économique ne cesse de s'aggraver. Selon une enquête, plus de 220 000 travailleurEs ont vu de manière temporaire ou définitive leurs postes supprimés entre octobre 2019 et fin janvier 2020. En parallèle, la livre libanaise a connu une dépréciation remarquable face au dollar, conséquence de la décision prise par la Banque du Liban à la fin de l'été de restreindre la quantité de dollars sur le marché: le dollar se négociait autour de 2 000 livres fin décembre, alors que son prix officiel était toujours de 1 507,50 livres, un taux fixe en vigueur depuis 1997.

Toutefois, des tentatives de structurations de nouveaux syndicats indépendants ont vu le jour, notamment un « Rassemblement des professionnels », sur le modèle de l'Association des professionnels au Soudan, qui regroupe des représentants

de différentes professions (médecine, pharmacie, médecine dentaire, ingénierie, droit, action sociale, enseignement universitaire, journalisme, économie et cinéma) et qui joue un rôle toujours plus grand dans les manifestations. Certains de leurs membres ont déclaré dans la presse vouloir reconstruire un syndicalisme indépendant des partis confessionnels et néolibéraux. Cette nouvelle structure syndicale a pour objectif de promouvoir les secteurs productifs de l'économie, d'offrir de meilleures conditions de travail aux salariéEs et de faciliter l'accès des étudiantEs au marché du travail. D'autres syndicats indépendants sont en voie de création chez les journalistes, les employéEs d'ONG et au sein des universités. De même, les organisations féministes et étudiantes ont été également été des fers de lance des manifestations et sont intervenues de manière coordonnée à travers le pays.

Certains tentent également de s'organiser à travers des communes de différentes régions, sous le nom de « Communes du 17 octobre », et d'autres au niveau du quartier.

CONCLUSION

La nomination d'un nouveau gouvernement à la mi-décembre 2019 a été rejetée par le mouvement populaire, car il s'inscrit dans la continuité des politiques néolibérales et confessionnelles au Liban. Le nouveau gouvernement libanais a d'ailleurs entamé un processus officiel pour demander une assistance technique au Fonds monétaire international, tandis que les déclarations de politique du nouveau Premier ministre Diab ont fait allusion à des mesures d'austérité, disant que certaines des décisions nécessaires pour relancer l'économie seraient « douloureuses ». En même temps la répression envers les manifestantEs n'a cessé d'augmenter depuis le début d'année avec des centaines de blesséEs. Les forces confessionnelles et néolibérales continuent de vouloir coopter, réprimer ou nuire au mouvement de protestation protestation dans un but commun de mettre fin à ses aspirations initiales de changement radicale.

Malgré une contestation populaire moins intense qu'à ses débuts, la détermination des manifestantEs reste présente. Leur demande reste sans ambiguïté mais toujours ambitieuse: « Le peuple veut la chute du régime ». Solidarité internationaliste! □

1) Cette proportion ne tient pas compte des personnes vivant dans des casernes militaires, des camps de réfugiés et autres « regroupements » assimilés.

Le « plan Trump » pour le Proche-Orient ou la consécration d'un projet colonial et raciste

PAR JULIEN SALINGUE

Le « plan Trump » pour le Proche-Orient, pompeusement baptisé « Deal of the Century » (« Accord du siècle »), a été présenté le 28 janvier dernier. À ses côtés lors de la conférence de presse, Benjamin Netanyahu: tout un symbole, tant les propositions du Président des États-Unis sont en parfaite harmonie avec les positions israéliennes. Le plan Trump vient ainsi légitimer et parachever un processus qui a couru tout au long du XX^e siècle et qui s'est poursuivi dans le cadre du prétendu « processus de paix » : l'expulsion et la cantonisation des PalestinienEs par un État colonial aux fondements ethniques.

Contrairement à une assertion couramment admise, qui affirme que « le conflit israélo-palestinien est une question complexe », les données du problème sont en réalité relativement simples : l'instabilité permanente dans l'ancienne Palestine mandataire résulte, en dernière analyse, de l'indépassable contradiction entre le projet sioniste d'établir un « État des juifs » en Palestine et la présence sur cette terre d'un peuple autochtone refusant d'abandonner ses droits nationaux. De la grande révolte arabe de 1936, provoquée par l'accélération de l'immigration sioniste et des acquisitions de terres par les colons juifs, aux manifestations récurrentes contre les expropriations qui ont cours en Cisjordanie et à Jérusalem, en passant par la grande expulsion de 1947-1949 (Nakba, plus de 800 000 PalestinienEs expulsés), c'est cette contradiction essentielle qui demeure le moteur du conflit.

Le projet des dirigeants du mouvement sioniste n'a jamais été de partager la terre de Palestine avec les PalestinienEs. De David Ben Gourion, père fondateur de l'État d'Israël (« Les frontières des aspirations sionistes sont les affaires des Juifs et aucun facteur externe ne pourra les limiter ») à Benjamin Netanyahu, partisan de l'annexion des blocs de colonies et d'un contrôle indirect sur l'ensemble des zones palestiniennes, la souveraineté israélienne sur l'ensemble de la Palestine du mandat britannique est demeurée l'objectif.

Pour y parvenir, le mouvement sioniste

a eu (et a encore) besoin du soutien des grandes puissances. Mais ce soutien a toujours eu un prix : pour des raisons diplomatiques, l'État d'Israël devait avoir, au moins en apparence, les attributs d'une démocratie. Une seconde contradiction a donc rapidement fait son apparition, qui a résulté de la nécessité de préserver simultanément le caractère juif et le caractère démocratique de l'État. La solution envisagée par les dirigeants du mouvement sioniste, puis de l'État d'Israël, a été de s'assurer que les citoyens de l'État soient dans leur très grande majorité, sinon dans leur totalité, des Juifs. Ils ont donc dû rapidement trouver, avant même la Déclaration d'indépendance d'Israël en 1948, une solution au « problème » palestinien, sachant pertinemment que, contrairement au mensonge qu'ils avaient sciemment répandu, la Palestine n'était pas une « terre sans peuple » et que la seule immigration ne pourrait suffire à assurer la suprématie démographique juive.

DE L'EXPULSION AUX CANTONS

Le peuple palestinien, du fait de son existence même, a toujours été et demeure aujourd'hui encore un obstacle à la pleine réalisation du projet sioniste. De l'annihilation pure et simple de l'obstacle (l'expulsion de 1947-49) à son contournement/containment (le Plan Allon de 1967), le but reste le même : le plus de territoire et le moins de PalestinienEs possible sous juridiction israélienne. La philosophie générale du Plan Allon, du nom d'un général travailliste, établi après la guerre de 1967 et l'occupation de

l'ensemble des territoires palestiniens, était de résoudre la contradiction État juif/État démocratique en prenant acte du fait que, contrairement à ce qui s'était passé en 1947-1948, les PalestinienEs ne quitteraient pas leurs terres pour les États voisins. Pour Allon, la solution consistait donc en l'évacuation, par Israël, des zones palestiniennes densément peuplées (agglomérations de Cisjordanie et intégralité de la bande de Gaza) et au renoncement à toute prétention de souveraineté directe sur ces zones, tout en annexant à Israël le reste de la Cisjordanie et en contrôlant les « frontières » de Gaza. Des enclaves palestiniennes seraient ainsi établies, avec un statut qui resterait à définir (placées sous souveraineté jordanienne ou exerçant une forme ou une autre d'auto-administration avec des attributs de souveraineté très limités), permettant à Israël de résoudre simultanément le problème démographique et le problème démocratique tout en étendant au maximum sa superficie.

Les Accords d'Oslo (1993-1994), inspirés du Plan Allon, participaient de cet objectif : abandonner la gestion des zones palestiniennes les plus densément peuplées à un pouvoir autochtone tout en gardant le contrôle de la quasi-totalité du territoire, en poursuivant les déplacements de population et en accélérant la colonisation. Le « retrait unilatéral » de Gaza (2005) s'est inscrit dans cette logique, de même que la construction du mur, dont le tracé délimite les cantons palestiniens. Il y a donc, par-delà les nuances entre Travaillistes et Likoud, entre les généraux et les civils, une nette continuité dans les

politiques des gouvernements de l'État d'Israël, qui a produit une réalité fort éloignée des fantasmes diplomatiques :

- Malgré le « retrait » israélien de l'été 2005, les frontières terrestres de Gaza sont quasi-hermétiquement fermées, tant avec l'Égypte qu'avec Israël. La façade maritime et l'espace aérien sont sous contrôle israélien. L'asphyxie est totale et les incursions et bombardements sont quotidiens;

- Jérusalem, proclamée en 1980 « capitale une et indivisible de l'État d'Israël », a fait l'objet d'une politique spécifique de judaïsation et de dépalestinisation. Les quartiers palestiniens sont en outre totalement isolés de la Cisjordanie par les colonies et le mur. Dans le cadre du projet « Grand Jérusalem », Israël n'a eu de cesse de repousser les limites municipales de la ville vers l'Est en y intégrant les blocs de colonies pour aujourd'hui couvrir plus de 10% de la Cisjordanie;

- La Cisjordanie est coupée en deux par le « Grand Jérusalem », fragmentée en de multiples zones isolées les unes des autres par les colonies, les routes de contournement, les différentes sections du mur et les checkpoints israéliens. Plus de 40% de sa superficie est aujourd'hui couverte par les infrastructures israéliennes (colonies, routes, camps militaires...). On y dénombre plus de 250 colonies et plus de 600 000 colons juifs.

Tandis que Gaza est isolée du monde, la Cisjordanie n'est pas seulement « occupée par Israël » mais « intégrée à Israël ». La « Cisjordanie » et la « Ligne Verte » n'existent plus que sur les cartes et chaque jour la superficie intégrée augmente. Le plan de cantonisation est donc en voie d'achèvement. La superficie totale de l'État d'Israël comprenant les plus de 40% de la Cisjordanie qui sont de facto annexés représente plus de 23 000 km², contre à peine 3 000 km² de cantons palestiniens isolés dont les entrées et sorties sont sous contrôle israélien.

Au terme du processus, Israël exercera sa souveraineté sur approximativement 90% de la Palestine mandataire, desquels environ 90% des 12 millions de PalestinienEs seront exclus. Les cantons de Cisjordanie et de Gaza (10% de la Palestine) seront le lieu de résidence des 5 millions de PalestinienEs « de l'intérieur ». En concertation avec Israël, une infime partie des réfugiés de l'extérieur se verra offrir la possibilité de s'installer dans les îlots palestiniens. Nul doute que la pression s'accroîtra sur les Palestiniens de 1948 (les mal nommés « Arabes

israéliens ») pour qu'ils quittent Israël et aillent eux aussi rejoindre les réserves.

Telle est la vision qui a servi de fil conducteur, depuis 1967, à l'essentiel de l'établissement sioniste lorsqu'il a compris que l'expulsion de 1947-1949 ne pourrait se renouveler. Une vision qui est aujourd'hui devenue une quasi-réalité, et que le plan Trump est venu couronner.

DES NÉGOCIATIONS POUR « DEUX ÉTATS » ?

Mais pourtant, objectent encore certains, depuis 1993 Israël a renoncé à ses prétentions sur l'ensemble de la Palestine du mandat britannique et a reconnu la nécessité de rechercher une solution négociée autour du compromis historique « deux États pour deux peuples ». Telles sont en effet les apparences, au-delà desquelles il faut aller chercher les motivations profondes des dirigeants israéliens. Mis sous pression par les États-Unis après la chute de l'URSS, ils ont su faire preuve d'un indéniable sens tactique et ont donné l'impression, au cours des années 1990 et 2000, d'accepter l'idée de « pourparlers de paix » et d'adopter le mot d'ordre des « deux États » : un État palestinien pourrait voir le jour, au côté d'Israël, au terme d'un processus négocié. Ils ont ainsi donné l'impression d'ouvrir la porte à une sortie de conflit puisque la direction du Mouvement national palestinien, au nom du « réalisme », du « pragmatisme politique », et d'une « volonté de compromis », s'était rangée à la solution « à deux États » dès le milieu des années 1970 et l'avait officialisée durant les années 1980.

Au cours des années 1970 et 1980, les discussions entre les partisans d'une solution « à deux États » et ses adversaires se focalisaient notamment autour de deux de ses principales implications : la reconnaissance de la légitimité de l'État d'Israël comme État juif et la non-prise en compte, dans la solution proposée, des réfugiés et des PalestinienEs de 1948. Un relatif consensus s'est néanmoins dégagé autour de l'idée de l'État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza dans la mesure où il était alors conçu, pour une grande majorité des organisations palestiniennes, comme une revendication internationalement plus audible et donc plus populaire que la « libération de toute

la Palestine », mais néanmoins avant tout comme une étape plus facile à atteindre avant une solution globale.

Ce choix a eu deux conséquences indirectes et non souhaitées : populariser l'amalgame « question palestinienne = État palestinien » et laisser entendre que les conditions étaient réunies pour trouver un terrain d'entente avec Israël quant à un règlement global du conflit. Mais en réalité les « deux États » de l'OLP puis de l'Autorité palestinienne n'ont jamais été les « deux États » des dirigeants isra-



liens. La réalité du terrain et les conditions posées lors des négociations ne laissent planer aucun doute : des Accords d'Oslo au Plan Trump-Netanyahu en passant par les propositions de Barak à Camp David (2000), pour les Premiers ministres israéliens « l'État palestinien » n'a jamais signifié autre chose que les cantons, et le processus négocié a été utilisé comme un moyen de rendre irréversible la situation sur le terrain tout en prétendant rechercher un compromis.

C'est cette évidence de plus en plus palpable qui a fait ressurgir, au cours des dernières années, le débat sur la pertinence du mot d'ordre de l'État

indépendant, et ce à une large échelle: dans la population palestinienne, dans le Mouvement national, dans le mouvement de solidarité, dans la presse arabe et, de plus en plus, notamment par le biais de tribunes d'intellectuels, dans la presse «occidentale». Un débat actualisé à la lumière des récentes dynamiques politiques et des évolutions «sur le terrain»: échecs à répétition des négociations, écrasement du soulèvement de septembre 2000, écroulement de la direction de l'Autorité palestinienne, identifiée depuis près de 30 ans au projet d'État palestinien, et surtout poursuite de la politique d'expansion qui fragmente et réduit de plus en plus les territoires prétendument alloués à l'État indépendant.

ARRIVE LE PLAN TRUMP

Le plan Trump vient enregistrer et parachèver le processus de colonisation/cantonisation. Ce plan se présente comme un cadre global devant servir de base à la rédaction et la signature d'un « accord de paix israélo-palestinien » mettant un terme définitif au « conflit ». Contrairement aux accords d'Oslo, qui se présentaient comme des « accords intérimaires » ouvrant une période de cinq ans qui devaient déboucher sur des « négociations sur le statut final », le plan Trump se veut donc la base d'un texte d'accord définitif, et c'est pourquoi il prétend répondre à la quasi-totalité des problématiques du « conflit »: les colonies, les frontières, Jérusalem, les prisonniers, les réfugiés, etc. Et le moins que l'on puisse dire est que, contrairement à la « Déclaration de principes » de septembre 1993 – qui avait donné lieu à la poignée de mains entre Arafat et Rabin sur la pelouse de la Maison blanche – et aux textes intérimaires qui avaient suivi, qui contournaient soigneusement l'ensemble des questions cruciales et/ou se contentaient de formules floues, le plan Trump a le mérite de la clarté.

Ainsi, « l'État » palestinien proposé par Trump se compose de petits bouts de territoires, fragmentés, sans continuité et souvent sans contiguïté, qui font inmanquablement penser aux bantoustans de l'Apartheid sud-africain. Ces territoires forment un archipel dans un océan israélien, avec une seule « frontière » directe avec un autre État, l'Égypte (à Gaza), sur laquelle Israël aurait un droit de regard. Pas à une outrance près, les États-Unis évoquent dans leur plan « un réseau

innovant de routes, de ponts et de tunnels favorisant la liberté de mouvement des Palestiniens » entre les bantoustans, dont chaque entrée et sortie serait contrôlée par Israël. L'État d'Israël, quant à lui, annexerait – entre autres – les blocs de colonies et la vallée du Jourdain, soit plus de 40% de la Cisjordanie, l'essentiel des terres fertiles et des réserves d'eau, avec – évidemment – une continuité territoriale.

« ÉTAT-NATION DU PEUPLE JUIF »

Concernant Jérusalem, pas davantage de surprises: « Jérusalem demeurera la capitale de l'État d'Israël, et restera une ville non divisée ». Dans la continuité de la décision de déplacer l'ambassade US à Jérusalem en novembre 2017, le plan Trump entérine donc le caractère irréversible de l'annexion de la ville. Et il va même un peu plus loin en affirmant que c'est à l'État d'Israël d'assurer la protection de l'ensemble des lieux saints, et donc d'y exercer une pleine souveraineté. Provocation ultime, le « Deal du siècle » précise que « la capitale souveraine de l'État de Palestine pourra se trouver dans la partie de Jérusalem-Est située dans les zones à l'est et au nord de l'actuelle barrière de sécurité [le mur], comprenant Kafr Aqab, la partie orientale de Shufat et Abu Dis, et pourra être nommée al-Qods [Jérusalem en arabe] ou un autre nom choisi par l'État de Palestine ». En d'autres termes, les Palestiniens pourront rebaptiser des villes et villages du nom de Jérusalem et en faire leur capitale, alors qu'ils se situent à peine dans les faubourgs de la ville. Kafr Aqab, par exemple, est plus proche du centre de Ramallah que de celui de Jérusalem...

L'alignement sur les positions israéliennes est donc total, et il en va de même sur les autres questions. Concernant les réfugiés, on peut ainsi lire « [qu']il n'y aura ni droit au retour ni absorption d'un seul réfugié palestinien en Israël ». Les États arabes sont sommés d'intégrer les réfugiés et, si ces derniers sont invités à « retourner » dans le futur « État » de Palestine – alors qu'ils et elles revendiquent le retour sur leurs terres sises aujourd'hui en Israël –, c'est à la condition que ce « retour » soit régulé par un comité conjoint israélo-palestinien. Autant dire, au vu de l'expérience des « comités conjoints » établis après les accords d'Oslo, que les États-unis offrent à Israël la possibilité de s'opposer à tout moment à l'entrée de réfugiés... sur un territoire qui n'est

pas supposé être le sien. Et l'on pourrait encore allonger la liste des outrances contenues dans la « Vision » de Trump, de l'exigence d'un « État » palestinien totalement démilitarisé au maintien du contrôle israélien sur l'espace aérien, en passant par les promesses d'injection de milliards de dollars dans les territoires palestiniens à la condition que ceux-ci renoncent définitivement à l'ensemble de leurs droits. Élément notable: le plan Trump entérine non seulement le statut d'Israël comme « État-nation du peuple juif », mais préconise en outre le « transfert » forcé de 260 000 Palestiniens citoyens d'Israël, dont les villes et villages deviendraient un bantoustan sous administration palestinienne...

ET MAINTENANT ?

Une chose est certaine: le plan Trump est certes rejeté par les Palestiniens, mais il va servir de caution à une accélération des politiques coloniales israéliennes, avec notamment une rapide annexion des blocs de colonies et de la vallée du Jourdain, déjà discutée dans les couloirs de la Knesset. Reste à savoir si le nouveau pas qu'Israël s'appête à franchir avec les encouragements des États-Unis va contraindre les principales forces d'un Mouvement national palestinien moribond et en crise à faire le « grand saut » et à mettre à exécution une menace maintes fois agitée: annoncer la dissolution, au moins politique, de l'Autorité palestinienne, étape indispensable pour en finir avec la fiction de « l'autonomie » ou du « proto-État » palestinien, et pour mettre Israël devant ses responsabilités de puissance occupante. Une décision qui, loin de tout régler, participerait au moins de la redéfinition des termes du conflit et ouvrirait la possibilité d'une refonte, à terme, du mouvement national, incluant l'ensemble des forces palestiniennes autour d'objectifs de libération, et non de gestion d'un pseudo appareil d'État. Au vu de la situation actuelle et de l'état de décomposition du mouvement palestinien, de telles perspectives peuvent ressembler à des vœux pieux. Mais il ne fait cependant guère de doute que la page de la lutte « pour un État palestinien indépendant au côté d'Israël au terme d'un processus négocié » est définitivement tournée, et que les Palestiniens auront besoin d'un puissant mouvement de solidarité internationale dans leur combat contre le régime d'apartheid israélien. □

Pour engager la deuxième phase de la bataille contre Macron et sa réforme des retraites

PAR ROBERT PELLETIER ET ANTOINE LARRACHE

Alors que Macron a décidé de faire adopter aux forceps du 49-3 la loi sur les retraites, à cette étape, le mouvement d'opposition à la contre-réforme des retraites du gouvernement Macron-Philippe n'a pas atteint son objectif de retrait du projet. Mais la bataille est loin d'être terminée.

Cet échec n'est perçu ni comme définitif, ni comme une défaite aux conséquences irrémédiables. La mobilisation prolongée, déterminée de plusieurs secteurs notamment avec des grèves reconductibles, des manifestations dynamiques, l'implication de nombreuses structures syndicales, tout cela a placé le gouvernement sur la défensive et imposé, en victoires «collatérales», des reculs dans son projet (règle du grand-père, à l'italienne, etc.) qui ont largement décrédibilisé l'affirmation de système de retraites «universel».

Mais l'essentiel est la contradiction dans laquelle le gouvernement s'enfoncé: le passage en force est total, la légitimité du gouvernement est au plus bas et le sera encore davantage après les élections municipales, mais pourtant il se maintient, accélérant la crise politique globale.

Pour continuer la mobilisation et travailler à la victoire, nous devons tenter de comprendre les raisons de l'échec de la première phase du mouvement contre un projet qui porte des coups dramatiques contre des pans entiers du système de protection sociale.

L'ÉCHEC DES STRATÉGIES DU MOUVEMENT OUVRIER INSTITUTIONNEL

La réforme des retraites s'inscrit dans la suite d'une longue suite de contre-réformes incluant le Code du travail, l'assurance-chômage, etc. Des réformes indispensables à la bourgeoisie pour perpétuer sa domination dans une situation où la crise économique s'approfondit.

Face à ces enjeux, le niveau d'affrontement nécessaire pour faire reculer le pouvoir est extrêmement élevé. Surtout face à un pouvoir qui n'a pas de base sociale de masse, qui est hermétique aux pressions venues d'en bas, et ne répond qu'aux besoins de la grande bourgeoisie, comme les liens entre le gouvernement et les BlackRock et autres

AXA l'ont prouvé maintes fois.

Si la politique structurée par la CGT, faite d'hésitations, d'atermoiements absolument inefficaces ou celle du ralliement quasi total organisé autour de la CFDT, ont une part importante de responsabilité dans l'échec, les causes sont plus profondes. Les appareils syndicaux sont profondément bureaucratisés, tant dans leurs structures verticales (Fédérations, Confédérations) et horizontales (UD) qu'à la base (syndicats d'entreprises) et sont incapables, même sur la base de positionnements radicaux pour certaines, d'emporter une large adhésion, de construire une mobilisation de masse. Perte de savoirs faire militants, engluement dans les multiples instances du «dialogue social», affaiblissement numérique, reculs politiques et répressions se conjuguent pour rendre le mouvement syndical impuissant à construire le rapport de forces au niveau indispensable.

Du côté de la gauche politique, le bilan est encore plus accablant. La France insoumise et le PCF se sont contentés d'une opposition institutionnelle, au sein du Parlement et en préparant les élections municipales. Leurs militants, à la base, ont été davantage investis dans la mobilisation, mais à aucun moment les directions n'ont semblé vouloir jouer un rôle dans la lutte, laissant cette tâche à l'intersyndicale. C'est d'autant plus problématique que Macron et le gouvernement ont dès le début – et l'utilisation de l'article 49-3 vient le couronner – de fait lié leur sort à celui de cette réforme, et qu'une victoire sociale ne peut être que liée à une victoire politique contre le pouvoir.

L'ÉCHEC DU DÉBORDEMENT

En même temps, les forces militantes en rupture avec la stratégie de l'intersyndicale n'ont pas été en capacité d'en organiser son débordement. La grève ne s'est

pratiquement pas étendue à de nouveaux secteurs, elle ne s'est pas développée dans chaque secteur en trouvant en son sein les forces nécessaires, elle n'a pas produit un niveau d'auto-organisation permettant de contester l'hégémonie des directions syndicales sur le mouvement. Encore moins dans le privé que dans le public.

En effet, la construction d'une mobilisation massive, durable, la grève générale interprofessionnelle, paraît hors de portée et est même largement hors des repères à un niveau un peu large. Même la capacité à marquer des points par la lutte sur des revendications minimales paraît inaccessible. C'est le cas dans le secteur privé, mais de plus en plus aussi dans le secteur public. La précarisation de l'emploi, la transformation des formes et des contenus du travail sapent les bases de bases d'une (re)construction d'une conscience de classe à partir de luttes quotidiennes.

Par conséquent, les tentatives de coordonner les secteurs en lutte sont des échecs – et a fortiori de coordination nationale – parce qu'elles ne reposent pas sur une auto-organisation réelle à la base. Ces tentatives ont contribué à organiser les débats politiques dans le mouvement, elles ont réussi à prendre des initiatives ponctuelles (manifestation du 17 février, actions diverses, notamment pendant les vacances de décembre...), elles ont rappelé l'objectif à atteindre de la coordination des structures d'auto-organisation, pour une direction démocratique de la grève, mais elles n'ont pas pesé sur le rapport de forces. Elles n'ont pas même réussi à construire des structures démocratiques, avec des comités de grève issus des AG, des délégués mandatés





pour les coordinations, des éléments démocratiques indispensables car ils sont la marque du fait que les salariéEs s'approprient réellement ces outils de lutte. Ils les ont simplement regardés de loin, certains y trouvant au mieux des cadres de discussions. Au pire, l'échec a produit une expérience au cours de laquelle on discute ensemble mais chacun fait ce qu'il veut ensuite, où participantEs représentant des secteurs en grève sont marginalisés par des militants de secteurs sans grève, voire de militants sans base gréviste (non-salariés, chômeurs, retraités, permanents syndicaux...).

De façon similaire, il y a eu des secteurs en grève reconductible, mais minoritaires, y compris à la SNCF et à la RATP. S'il s'est détaché une couche militante qui ne se reconnaît pas dans les appareils syndicaux, celle-ci, pour reprendre les termes de la LCR sur l'«avant-garde ouvrière large», «*n'en constitue pas pour autant un tout homogène*». Elle mettait également en garde contre la «*déviaton*» qui «*surestime l'homogénéité et le niveau politique de cette A.G.L. et ses liens avec la classe, et sous-estime à l'inverse l'emprise des réformistes sur les masses, pense qu'il suffit de fournir un cadre unifiant à l'A.G.L. pour que sous notre aiguillon elle trouve à la fois le chemin des masses et celui du parti révolutionnaire. Cette déviaton [escamote] tout le problème du F.U. [...]*»¹

Cette couche se coupe effectivement des masses qui retournent au travail, voir n'ont jamais fait le moindre jour de grève, tout en ne rejoignant pas les rangs des organisations révolutionnaires car elles sont polarisées par leur objectif d'affrontement conjoncturel avec le gouvernement.

UNE PÉRIODE POUR RECONSTRUIRE

L'état du mouvement syndical et la situation des secteurs qui rompent avec les politiques de ses directions, nous ramènent à une nécessité plus large: la reconstruction de la conscience de classe et du mouvement ouvrier. Mais, cette fois, on peut les aborder dans le feu de la lutte de classes, pas à froid. Les militants révolutionnaires ne peuvent pas oublier de ce point de vue le bilan du siècle passé. Qu'il s'agisse des syndicats ou des partis «ouvriers» leur élargissement numérique a de tout temps entraîné leur bureaucratisation et la «trahison» des intérêts de celles et ceux qu'ils sont censés regrouper et/ou représenter. Les reconstructions doivent impérativement prendre

en compte ces histoires, nourries des flux et reflux de la lutte des classes. Toute bataille politique doit se mener en même temps qu'une bataille démocratique.

Reconstruire nécessite une analyse globale de la situation et quelques pistes. Le premier constat est que nous sommes dans une période où la succession des mobilisations pose les questions de l'organisation de la classe par en bas, comme une nécessité pour l'action.

Il faut profiter de cette période pour régénérer le mouvement ouvrier. Nous défendons l'indépendance de classe par rapport au patronat et à l'État, par rapport aux institutions qui absorbent les militants dans le «dialogue social» au détriment de l'organisation de la classe; l'unité du prolétariat en opposition à toutes les divisions d'origine géographique, sexuelles, générationnelle; la reconstruction d'un projet émancipateur, d'un horizon communiste comme espoir face à une société en décomposition complète; l'auto-organisation comme réponse à la crise des organisations, combinée à, dans le contexte de la crise globale du système, la prise de conscience dans de larges secteurs de la nécessité de prendre en main «nos affaires».

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA LUTTE

Ces éléments doivent servir aux révolutionnaires dans les mobilisations, pour apporter des repères à des militantEs qui s'interrogent, se mobilisent parfois pour la première fois. Mais, pour que tout cela produise les meilleurs effets, il faut gagner. Et, si la première phase du mouvement a échoué, les points d'appui sont importants. Parmi eux, il y a le bilan de la première séquence: on ne peut gagner sans aller touTEs ensemble à l'affrontement, sans un mouvement qui ressemble à une grève générale, et les appels d'en haut ne suffisent pas, cela nécessite un travail à la base.

Le second est la situation du gouvernement. Il peut tenir grâce aux institutions de la Ve République, taillées pour permettre tous les passages en force. Mais sur le plan politique, il est extrêmement faible. L'utilisation de l'article 49-3 peut provoquer une rupture complète et une crise similaire à celle provoquée par le mouvement des Gilets jaunes, mais bien plus difficile à juguler.

Dans ce contexte, la ligne du NPA consiste à travailler à la construction d'une grève de masse interprofessionnelle. Le mois de mars peut servir à préparer une telle

explosion, par exemple à partir du 31 mars, partir touTEs ensemble en grève reconductible. Les dates de mobilisation des 5, 8 et 14 mars, peuvent être des points d'appui à moins que le 49-3 n'accélère les rythmes.

Nous travaillons à la construction d'une auto-organisation à la base, avec des comités de grève, des coordinations qui reposent sur une réalité démocratique et des nécessités militantes, en particulier le travail à l'extension de la grève, que les AG professionnelles ou interprofessionnelles se fixent quasi naturellement comme objectif. Nous posons la question du pouvoir, c'est-à-dire le fait de dégager Macron et le personnel politique de la bourgeoisie, pour donner le pouvoir aux exploités, à celles et ceux qui luttent, car ils et elles sont les mieux à même de savoir ce qu'il faut produire, comment le produire. Le niveau de l'affrontement en cours, l'utilisation du 49-3, l'absence d'alternative institutionnelle crédible à Macron posent la question de façon crue: il faut dégager la bande au pouvoir, au service des riches et des capitalistes.

Enfin, il faut remettre au goût du jour la question du parti. En effet, à l'heure où les syndicats limitent le champ d'affrontement en ne posant pas cette question du pouvoir, à l'heure où les organisations de la gauche réformatrice ont la fâcheuse tendance à la réduire à la sphère institutionnelle (arène parlementaire, élections, référendum...), nous avons besoin d'un parti qui réponde à ces enjeux. La classe ouvrière a besoin, face à ces orientations, d'un parti unitaire, qui formule des propositions pour tout le mouvement ouvrier qui pose les questions de l'unité de la classe, de la stratégie pour gagner, du pouvoir, de la société. Les problèmes d'orientation se résolvent par le débat démocratique dans l'expérience fournie par l'action. C'est celui-ci qui produit des progrès massifs dans les stratégies, une homogénéisation de la classe, ce ne sont pas des tentatives de démonstrations par l'exemple qui ne peuvent rien donner parce qu'elles ne sont que des expériences partielles non partagées. La classe, comme le parti, doivent se constituer comme corps agissant dans le même sens, même si tous les membres de ce corps jouent des rôles particuliers, répondent à des besoins et des rythmes différentes, pas comme un magma dans lequel chacun tire dans une direction opposée. □

¹Une chance historique pour la révolution, textes du 1er congrès de la Ligue communiste révolutionnaire. Disponible sur le site Radar: <http://www.association-radar.org/?Une-chance-historique-pour-la-revolution>.

Privé : la grève impossible ?

PAR ELSA COLLONGES

La question de l'extension de la grève et en particulier au secteur privé, a été au centre des préoccupations de nombreux/euses militantEs dans ce mouvement des retraites. Tout le monde à bien senti un frémissement mais qui ne s'est, pour l'instant, pas concrétisé.

Pour se donner les moyens de dépasser ce blocage, nous devons réinterroger la concordance entre les formes de mobilisation et l'état du prolétariat du XXI^e siècle. Voici quelques éléments d'observation à la lumière des dernières semaines...

BATAILLE DES RETRAITES : DÉPLACER LE CURSEUR DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES

En s'attaquant à ce pan central du salaire socialisé qu'est la branche retraite de la Sécurité Sociale, la bourgeoisie – patronat et gouvernement – a pour objectif de faire basculer ces milliards de cotisations dans les mains des capitalistes. Et après les retraites, ce sont les autres branches de la Sécu qui sont en ligne de mire : l'assurance chômage et l'assurance maladie.

Il s'agit de maintenir voire d'augmenter le taux de profit en baissant drastiquement le coût du capital variable, la main d'œuvre, en réduisant à son minimum vital la partie socialisée et en la plaçant sous le contrôle total de l'État. S'ils réussissent, le curseur de la répartition des richesses sera considérablement déplacé en faveur du capital.

Pour eux comme pour nous, l'enjeu est donc majeur et l'âpreté du bras de fer engagé en est la preuve. Puisqu'il s'agit d'un affrontement déterminant entre capital et travail, le combat ne peut se gagner en restant circonscrit dans les espaces partiellement extraits du domaine marchand que sont les services publics. Il ne peut se dénouer que là où l'on peut faire plier le patronat, c'est-à-dire là où se produisent, pour l'essentiel, les richesses : dans les entreprises privées.

LA GRÈVE EST-ELLE TOUJOURS L'ARME DES TRAVAILLEURS/EUSES ?

Pour les militantEs d'aujourd'hui, la grève modèle est celle de 1936 ou de 1968, massive, avec occupations des usines. C'est celle qui permet des

avancées majeures mais qui correspondent à un contexte très particulier de l'organisation du travail et de la structuration du mouvement ouvrier. L'échec des insurrections du XIX^e siècle, la répression violente, puis l'accroissement et la concentration de la classe ouvrière, débouchent sur un modèle de grève générale dont l'efficacité est certaine mais dont la réalisation est pour le moins complexe.

La précarité, la sous-traitance, la destruction des grandes concentrations ouvrières, la concurrence internationale plus forte, les modifications profondes de l'organisation du travail... nous placent aujourd'hui dans une configuration très différente de 1936 ou de 1968. Les organisations du mouvement ouvrier, syndicales en particulier, ont toutes les difficultés à intégrer ces changements parce qu'elles sont elles-mêmes touchées par ces évolutions (disparition des collectifs militants, des lieux de solidarités...), par une intégration et une bureaucratisation amplifiées et parce que la bourgeoisie, tirant les bilans des affrontements précédents, à un temps d'avance en termes d'élaboration tactique pour la lutte des classes. Liée intrinsèquement à tout cela, la conscience de classe est profondément impactée.

Le mouvement des Gilets jaunes a mis en lumière toutes ces problématiques, je n'y reviendrai pas ici. Les derniers mouvements en France, comme bien d'autres dans le monde (Hong Kong, Chili, Algérie...), cherchent de nouvelles formes pour faire bouger le rapport de force. Emeutes, manifestations, réseaux sociaux, mises en scènes symboliques, affrontement avec les forces répressives... La grève n'apparaît pas comme l'unique moyen de mener la bataille ni comme indispensable à la victoire.

Pourtant les grèves existent y compris dans le privé : pour défendre son

emploi, sa boîte, parfois pour les salaires ou les conditions de travail... Si dans le public, la question du sens du travail, de la défense du bien commun, peuvent être des ressorts de mobilisation puissants comme on le voit actuellement dans la santé, cette question apparaît plus complexe dans le privé. Les grèves sont souvent longues et déterminées, dans des secteurs parfois très précaires : sans-papiers, femmes de ménages...

Probablement que la « solution » ne peut venir que d'une articulation des différentes formes de mobilisations qui correspondent à des réalités et à des niveaux de conscience très hétérogènes. En tous cas, aucune de ces formes, mise en œuvre indépendamment des autres, n'a fait la preuve de son efficacité dans la réalité du XXI^e siècle.

LE PRIVÉ DANS LA BATAILLE DES RETRAITES

Si la SNCF, la RATP, les enseignantEs ont bien fourni les gros bataillons de grévistes et de manifestantEs, les temps forts ont vu la participation significativement plus élevée que d'habitude de salariéEs du privé avec banderoles de boîtes et drapeaux. Le nombre de manifestantEs lors des grosses journées a dépassé la base militante pour s'étendre parmi les « simples » syndiquéEs ou sympathisantEs. Ceci dit, les effectifs de grévistes sont moindres puisqu'une partie pose des congés ou vient sur les temps non travaillés. À vrai dire on manque d'éléments chiffrés pour faire une analyse acceptable de qui sont les grévistes...

Ce qui est clair, c'est le décalage entre des militantEs qui se sont forgé une radicalité et une détermination dans les dernières mobilisations (loi travail, climat,





féminisme, gilets jaunes) et la grande masse des gens. Entre les deux, les syndicats... La SNCF et la RATP démontrent qu'une préparation sérieuse, appuyée sur l'expérience des derniers conflits, rend possible une grève de masse. Mais dans le privé, la réceptivité des salariéEs sur la question des retraites n'est venue que grâce à la montée en puissance du mouvement dans les transports. L'absence d'expériences de luttes récentes et le rouleau compresseur de l'idéologie dominante rendent inaudibles les discours syndicaux sur la grève interprofessionnelle en dehors d'un climat plus général sans parler même de l'idée de reconduction...

Quelques secteurs ou entreprises du privé ont connu des grèves significatives depuis le 5 décembre : raffineries, centrales nucléaires, secteur de l'énergie, ports et docks... Des actions interprofessionnelles ont occasionné le blocage ou au moins le ralentissement dans certaines zones industrielles ou entreprises. Rouen est sans doute l'une des agglomérations où les actions de ce type ont mobilisé un nombre important de militantEs le plus régulièrement. Les blocages de dépôts de bus ou de tram sont venus en renforts de la grève de la RATP ou de la SNCF. Mais cela n'a pas permis de déclencher un réel mouvement de grève à l'intérieur des entreprises. La gestion par le gouvernement de ces blocages a été rapide: déblocage par les forces de l'ordre, réquisition des personnels... Que ce soient les ports et docks ou les raffineries, les blocages ne se sont pas inscrits dans la durée et ces secteurs n'ont pas pris le relais des cheminotEs et des agentEs de la RATP. En particulier dans ces secteurs, la CGT n'a pas montré une volonté d'extension à la hauteur de l'enjeu de la réforme.

Dans quelques villes, des assemblées générales interprofessionnelles ont émergé et ont pu jouer un rôle important en termes de coordination des actions. On y trouve des syndicalistes à la recherche de leviers pour construire la mobilisation et des personnes qui n'ont pas de cadres collectifs d'organisation : précaires, chômeurs/euses, retraitéEs... L'attitude des organisations syndicales face à ces structures n'est pas homogène : participation active de certainEs militantEs des directions intermédiaires pour la CGT mais sans mandat, outils défendus en tant que tels par Solidaires

dans l'idée de peser sur l'intersyndicale... Elles sont assez autonomes en termes de discussions, d'actions mais restent en dernier ressort dépendantes des dates posées par l'intersyndicale nationale.

En marge du mouvement sur les retraites, quelques entreprises ont connu des mobilisations sur des questions spécifiques en particulier des licenciements. C'était le cas à Teisseire en Isère, Luxfer en Auvergne, Chapelle d'Arblay en Normandie... Mais la jonction avec la mobilisation sur les retraites ne s'est pas faite. L'étanchéité entre les préoccupations quotidiennes et les retraites relève autant d'un problème de niveau de conscience que d'intériorisation du rapport de forces. Sur ce sujet, l'exemple de la santé est sans doute le plus flagrant.

RECONSTRUIRE LA POSSIBILITÉ DE LA GRÈVE

S'ils n'ont pas permis de mettre le feu aux poudres, les blocages extérieurs ou les barrages filtrants aux portes des entreprises ont au moins le mérite de faire la démonstration de la force du blocage de la production, et cela même s'ils ont un aspect substitutiste puisque les salariéEs ne font pas grève eux/elles-mêmes. Ces actions sont d'autant plus efficaces qu'elles se déroulent en concertation avec les organisations syndicales et plutôt aux portes des entreprises que sur les zones de « consommation » ou de « circulation ».

La présence d'équipes syndicales combattives est un élément déterminant pour construire la mobilisation à l'intérieur et pour faire la jonction avec l'extérieur sur des actions plus radicales. En lien avec la faiblesse du niveau de conscience global, les équipes sont faibles : dans de très nombreuses petites entreprises il n'y en a tout simplement pas, dans les plus grandes le nombre de militantEs est insuffisant pour l'ampleur de la tâche de mobilisation qui serait nécessaire, et le niveau de formation global est lui aussi très en recul. Sans parler même de se poser les questions d'une tactique pour gagner qui n'est pas à la portée de ces équipes de base pour de multiples raisons. Dans ce mouvement contre la réforme des retraites, il semble qu'il y ait un afflux significatif de nouveaux/elles syndiquéEs. Il y a là un enjeu important pour la suite si l'on espère accumuler des forces dans cette séquence.

D'ores et déjà on sent que le feu couve encore même si la mobilisation marque

le pas. Des occasions vont se présenter d'essayer d'allumer de nouveaux foyers de mobilisations : NAO sur les salaires, distribution des intéressements, conditions de travail... Dans la plupart des cas, le lien est facile à faire : entre salaires et retraites évidemment, sur la répartition des richesses entre capital et travail pour l'intéressement, sur l'espérance de vie en bonne santé... Dans le climat global de remous social, toutes les occasions peuvent contribuer à fragiliser le gouvernement, à remettre en avant la lutte des classes.

Enfin même si l'échéance du 8 mars nous amène à déjà plus de trois mois du début du mouvement, c'est l'occasion d'insister sur la question des retraites des femmes. Je ne reviens pas ici sur les conséquences spécifiques de la réforme. Cette journée doit être l'occasion de mettre en avant deux aspects : la nécessaire grève des femmes sur leurs revendications spécifiques (salaires, carrières, travail domestique, violences...) et doit être construite aussi comme une échéance de grève pour les retraites et cela malgré le fait que ce soit cette année un dimanche.

Malgré les évolutions du salariat et de la classe laborieuse dans son ensemble, la grève dans le secteur productif reste incontournable, probablement combinée à d'autres formes de construction du rapport de force (blocages, émeutes, réseaux sociaux...). On voit combien sa réalisation est dialectiquement liée à une situation sociale d'affrontement généralisé avec le système capitaliste. Il y a donc un enjeu à entretenir un climat social qui permettent de populariser l'idée de la grève, à la construire là où elle peut être massive, à l'expérimenter de manière minoritaire lorsque qu'elle apparaît comme majoritairement légitime. L'accumulation d'expériences ne pourra se faire qu'à condition qu'il y ait des équipes militantes pour les faire fructifier, même si une défaite pèsera bien sûr dans l'immédiat. La situation reste fondamentalement instable, avec à la fois une crise profonde de la bourgeoisie mais aussi un recul majeur des organisations du mouvement ouvrier au sens très large (partis, syndicats, associations...). Pour faire basculer le rapport de force, la grève reste un outil indispensable afin que nous puissions disposer de notre temps, nous organiser, mettre en œuvre les premiers éléments d'auto-organisation d'une société libérée de l'exploitation capitaliste. □

Le mouvement dans la santé et la grève pour les retraites

PAR NOS CORRESPONDANTES

Une camarade militante à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP) nous raconte les difficultés du lien entre la mobilisation dans la santé sur les problématiques sectorielles, avec ces différents cadres, et la construction de la lutte contre la réforme des retraites.

Après une énième agression d'un patient sur des soignantEs, les personnels des Urgences de St Antoine et de Lariboisière, (AP-HP), décidaient au printemps dernier de se mettre en grève. Ils savent qu'ils ne peuvent pas gagner seuls et mettent tous leurs efforts à élargir le mouvement en téléphonant ou en se déplaçant dans toute la France. Le Collectif Inter Urgence naît.

Le mouvement s'élargit et depuis bientôt un an, se multiplient les mouvements de grève des urgences des hôpitaux de France. Les revendications de toutes et tous les personnels s'appuient sur un socle commun. La revalorisation salariale des personnels paramédicaux de 300 euros nets par mois, l'augmentation des effectifs évalués en fonction des besoins des services, l'arrêt des fermetures de lits et réouvertures des lits d'aval (lits après passage aux urgences), l'augmentation du taux de progression de l'ONDAM, (Objectif National des Dépenses de l'Assurance Maladie), budget attribué en matière de soins de ville, d'hospitalisation et de médico-social.

À l'AP-HP, les services ont gagné une prime de 250 euros en « one shot » ainsi qu'une prime de 100 euros nets par mois et l'ouverture de 240 postes. Mais c'était sans anticiper une pénurie d'infirmières qui reviendrait comme un boomerang, ajoutée à la maltraitance que subissent les soignantEs dans leurs conditions de travail. La province n'a pratiquement rien gagné... pour l'instant.

LA DÉMOCRATIE TRÈS VERTICALE DU COLLECTIF INTER HÔPITAUX (CIH)

Les médecins voyant « leurs » lits fermés par pénurie d'Infirmiers diplômés d'état (IDE) et certains de

leurs collègues partir dans le privé, commencent à réaliser que l'hôpital coule... alors que la descente aux enfers est entamée depuis des années... Le 10 octobre 2019, un appel est envoyé à touTEs les professionnelLEs des hôpitaux pour élargir les revendications du CIU aux autres professionnelLEs, c'est-à-dire, les soignantEs

les unEs expliquant que la vocation du CIH est de défendre l'hôpital public, sans se mélanger à d'autres luttes qui peuvent être tout aussi légitimes, les autres en argumentant que c'est le monde de Macron qu'il faut combattre, que le rapport de force se joue avec tous ceux et celles qui luttent... L'assemblée générale vire à la débâcle...



Manifestation du secteur de la santé le 14 février 2020. © NPA / Antoine Larrache

des autres services, les technicienNEs, les médico-techniques, les médicaux, les non médicaux... le Collectif Inter-Hôpitaux naît.

Fin novembre, l'AG nationale du CIH évoque l'appel à la mobilisation, à la grève du 5 décembre, coup d'envoi de la lutte contre la réforme des retraites, mais les deux ou trois médecins à l'origine du CIH empêchent tout appel à la convergence, en interrompant les interventions, en annonçant, d'emblée, avant tout vote, que le CIH n'appellera pas au 5 décembre. Tout le monde crie,

LES CIH LOCAUX ONT PEU D'INFLUENCE DE MASSE

Dans beaucoup d'hôpitaux se sont constitués des CIH locaux qui organisent leurs assemblées générales. Ils sont composés essentiellement de médecins car les modalités de diffusion des assemblées générales ne permettent pas à la majorité des paramédicaux d'être informés. L'électorat de





Macron se retrouve en grande partie dans les assemblées générales. Et rares sont celles qui appellent à la convergence avec la lutte sur les retraites. Malgré des votes locaux gagnés, elles n'ont pas la force de frappe du CIH national pour mobiliser, sans impulsion de celui-ci. Les CIH locaux sont, en fait, les relais du CIH national. Ils exécutent ses décisions, avec très peu de marge de manœuvre pour des actions à plus grande échelle.

Le CIH a cantonné les syndicats à la gestion de la logistique et aux dépôts des préavis de grève, sans réel pouvoir de décision. Les CIH locaux, très disparates dans leurs liens, ou leur absence de lien, avec les syndicats, ne décident qu'en leur sein des actions à mener qui seront dans un deuxième temps validées par l'assemblée générale « souveraine » des personnels. L'état de santé des syndicats, amoindri depuis plusieurs années, et l'intersyndicale compliquée ne permettent pas un équilibre des forces.

ET POURTANT... LES CONTESTATAIRES SE REGARDENT

Sous la pression de certains CIH locaux, la manifestation pour « sauver l'hôpital » du 17 décembre 2019 s'est terminée à République pour rejoindre celle contre la réforme des retraites, permettre à chacunE de participer à celle-ci et représenter de façon symbolique la convergence.

D'autres formes de contestation émergent à l'instar du « lâché de blouses » des avocats. Des blouses blanches ont été jetées lors de la cérémonie des vœux des directions locales, dans plusieurs établissements hospitaliers. À l'hôpital Avicenne, la chanson revisitée de Renaud, Manu, ciblait bien Macron et sa réforme et touTEs les soignantEs l'ont entonnée.

L'immense chaîne humaine autour de l'hôpital Robert Debré doit son succès en grande partie aux collectifs inter-professionnels du 20^{ème} et du 19^{ème} arrondissements de Paris (RATP, SNCF, enseignantEs...) qui rassemblent diverses professions et habitantEs autour de la lutte contre la réforme des retraites. Avec comme mot d'ordre repris largement « On est là, même si Macron ne le veut pas ».

Mais, alors que le milieu professionnel se compose de 70% de femmes, ces dernières se mobilisent très peu contre la réforme des retraites. D'une part, les assignations au travail réduisent le droit de grève et d'autre part la méconnaissance du calcul des pensions de retraite des fonctionnaires est grande. Très peu connaissent le calcul sur les six derniers mois et non les 25 ans de carrière... ou toute la carrière...

LES PERSPECTIVES

« L'hôpital public est exsangue et n'est plus capable d'assurer son rôle de service public, mettant en cause l'égalité d'accès, d'accueil et une prise en charge de qualité sur tout le territoire. »

Aujourd'hui, des pans entiers de l'activité hospitalière et des établissements de santé et de l'Action Sociale s'effondrent et les réponses du gouvernement ne sont absolument pas à la hauteur des enjeux », estime l'Association des médecins urgentistes de France Amuf, Action praticiens hôpital APH, la CFE-CGC, la CFDT, la CGT, le collectif inter-blocs, le Printemps de la psychiatrie, la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Sud et l'Unsa qui organisaient la journée de mobilisation du 14 février avec les Collectifs inter-urgences et inter-hôpitaux.

Les trois manifestations des 14 novembre, 17 décembre et 14 février 2019, accompagnées de nombreuses initiatives locales, ont campé le décor pour que le point culminant, la démission des fonctions administratives des chefs de service, soit la plus médiatisée et la plus efficace possible. Mais la ministre Agnès Buzyn n'ayant dispensé que des miettes et n'étant pas du tout impressionnée par leur démission, leur désarroi est grand. Ils n'ont plus d'arme fatale.

Sauf peut-être celle qu'ils n'ont pas voulu... la convergence. La grève des soins avec et dans la grève générale. Une idée inacceptable hier encore par les soignantEs, mais qui fait son chemin dans les esprits, et semble la seule voie à suivre pour briser le garrot qui étrangle le service public de santé et celles et ceux qui le font vivre. □



Manifestation contre la réforme des retraites le 6 février 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Éducation : La revanche des 0,1%

PAR RAPHAËL ALBERTO

Plus un mensonge est gros, plus il passe. C'est ce qu'a dû se dire Jean-Michel Blanquer en laissant entendre, lors de l'une de ses très nombreuses interviews à la radio, que 99,9% des enseignantEs étaient d'accord avec lui. Sauf que la mobilisation de l'ensemble des personnels de l'Éducation, depuis le 5 décembre, offre un démenti cinglant à la face du ministre. Retour sur un mouvement inédit par ses formes comme par son ampleur.

Aux sources de la mobilisation, on trouve le malaise enseignant. Si la formule est un peu trop convenue, force est de constater qu'elle recouvre en ce moment une réalité dans laquelle une très grande partie de celles et ceux qui travaillent au quotidien pour l'Éducation Nationale se reconnaissent. Une réalité confirmée par des données statistiques : l'augmentation significative du nombre de démissions, d'une part, la diminution criante du nombre de candidatEs aux concours de l'enseignement, d'autre part. Mais le symbole le plus tragique de ce malaise enseignant est le suicide de la directrice d'école maternelle Christine Renon, en septembre dernier. Suicide qui a suscité une vague d'émotion, pas seulement dans le 93 où elle exerçait, mais aussi de colère vis-à-vis de l'institution. Car face à cette crise existentielle enseignante, causée par la transformation de l'institution sur des bases ultralibérales, la meilleure réaction reste bien sûr la lutte.

UN BESOIN DE REVANCHE

Sous des formes diverses et marquées par les contradictions internes au milieu de l'Éducation, plusieurs mobilisations récentes ont préparé le terrain du sursaut social auquel on a assisté à partir du 5 décembre. Que ce soit le #pasdevagues dont l'un des aspects était de dénoncer le manque d'écoute de la hiérarchie, les Stylos Rouges, la lutte contre la loi dit de « l'école de la confiance » ou encore le mouvement inédit de grève du bac, tous ces moments ont contribué à remettre en lutte des personnes qui parfois s'en étaient éloignées ces dernières années. Il est également nécessaire de souligner qu'au-delà de différences dans leurs modes d'action et dans leurs intentions le

point commun à tous ces mouvements est qu'aucun n'a réellement obtenu satisfaction. Le climat parfois difficile d'exercice du métier ne s'est pas amélioré, les salaires ont continué de stagner, la mise au pas des statuts des enseignantEs est en marche et les réformes des lycées se sont mises en place à la rentrée, avec les dégâts que l'on avait prévus sur les conditions de travail...

À la veille du 5 décembre, l'ambiance dans les salles des profs et des maîtres était donc sur une ligne de crête entre défaitisme et envie d'en découdre, enfin, avec ce gouvernement et sa politique de sape.

LES RETRAITES OU LA GOUTTE D'EAU QUI FAIT DÉBORDER LE VASE

L'annonce de la grève dans les transports a laissé du temps aux enseignantEs pour s'informer sur le projet de réforme des retraites alors mené par le peu regretté Delevoye. Peu à peu la phrase qui s'est imposée dans une profession excédée par tous les coups reçus ces derniers temps a été : « en plus, ils veulent nous enlever notre retraite. » Ce sentiment que c'est l'attaque de trop est renforcé à mesure que les conséquences de la réforme pour les enseignantEs deviennent davantage connues. Et cela notamment grâce au travail de Sud-éducation puis du SNES qui mettent à disposition des simulateurs permettant de comparer le niveau des retraites avant et après la réforme. À cause du calcul sur l'ensemble de la carrière et des spécificités de la rémunération des profEs (relativement peu payés en début de carrière, mais bénéficiant d'une importante progression vers la fin) on arrive à une baisse moyenne de 800 € par mois dans le système à points.

Bien sûr, pour les militantEs sur le

terrain, convaincuEs que c'était « le moment » il a fallu abattre quelques réticences, et en premier lieu le spectre de la grève de 2003, qui avait laissé chez les ancienNEs le souvenir d'une grève longue qui n'avait pas débouché sur une victoire. Il aura presque fallu davantage convaincre sur l'intérêt de lutter et l'espoir d'une victoire, que sur le fond de la réforme et ses conséquences néfastes.

UNE GRÈVE FORTE QUI A SU SE TROUVER DES LENDEMAINS

Sur plusieurs des grosses journées, les chiffres de grève dans le secteur de l'Éducation ont battu les records de ces quinze dernières années. Avec notamment, près de trois quarts des enseignantEs en grève le 5 décembre, et des taux majoritaires le 17. Cette massivité retrouvée est le premier enseignement de la séquence.

Le second, c'est la capacité à inscrire la grève dans la durée. Partout, la reconduction est redevenue une vraie question, non plus théorique (prétexte dont certainEs collègues se servaient parfois pour ne pas investir les journées ponctuelles), mais comme une possibilité réelle. Avec les questions pratiques que cela pose, comme celle des caisses de grève, par établissement, par ville ou dans les syndicats qui jusque-là s'y refusaient comme le SNES.

L'inscription dans la durée, cela a été aussi le fait de faire durer le mouvement au-delà des vacances de Noël. Car malgré le mot d'ordre « pas de retrait pas de trêve », il est difficile de nier que cette période a constitué, de fait, une trêve de la grève pour l'essentiel des enseignantEs. La réussite indubitable





de la journée du 9 janvier est donc importante, elle a montré que la détermination était toujours présente chez les enseignantEs, motivéEs par l'exemple des agentEs de la SNCF et de la RATP qui avaient su tenir le flambeau pendant la période de Noël.

UNE RÉALITÉ DISPARATE SELON LES TERRITOIRES

Ce tableau d'ensemble mérite cependant quelques nuances importantes. Car à l'échelle nationale, les réalités ont été fort différentes. Si en région parisienne, une partie des enseignantEs ont pu s'engager dans des formes diverses de reconduction, cela a été nettement moins vrai en région. On peut conjecturer que le voisinage avec la RATP n'y a pas été étranger, en servant de modèle mais aussi de point d'appui pour les grévistes francilienEs de l'Éducation. Les piquets de grève des métros et des dépôts de bus, notamment, ont permis de renforcer le mouvement.



Paris, le 9 janvier 2020, manifestation contre le projet de réforme des retraites engagé par Macron. © Photothèque Rouge / JMB

Autres exceptions notables, dont on ne peut que regretter que l'on n'en ait pas plus entendu parler : les grèves ultra-majoritaires en Martinique et en Guadeloupe. À tel point que le ministère a du finalement reculer, acceptant de suspendre les suppressions de postes, ainsi que les épreuves du bac, en Martinique, suite à la mobilisation des enseignantEs.

LE RÔLE MOTEUR DES AG LOCALES

Là où la mobilisation des enseignantEs a été forte, elle s'est structurée autour d'AG locales, le plus souvent à l'échelle de la ville. Parfois sous forme d'AG éducation inter-degrés, parfois sous forme d'AG interpro, même si dans les faits ces

dernières sont composées souvent très majoritairement d'enseignantEs et structurées autour des collectifs inter-degré.

Au départ, il s'agissait avant tout de pallier le manque de travail de terrain des syndicats après le 5 décembre. Elles ont aussi permis de créer du lien entre les grévistes, y compris avec les autres secteurs. Il semble cependant difficile de parler d'auto-organisation au sens strict. Pour cela, il aurait fallu que les AG s'emparent de la direction du mouvement, décident par elles-mêmes des dates de grève et de manifestation. Or elles se sont essentiellement calées sur le calendrier décidé par l'intersyndicale. On peut évidemment regretter qu'il n'y ait pas eu ce débordement par les AG, mais il faut cependant leur reconnaître leur utilité pratique, pour construire la grève au quotidien, en assumant un rôle de « comités de mobilisations ».

Cela s'est vu notamment dans les cortèges organisés par ces AG lors des journées de manifestations nationales. Chaque AG de ville ou presque

s'est dotée de sa banderole, de ses chants, de sa fanfare ou batucada... Cette festivité retrouvée représente une vraie réappropriation de la rue, plutôt réjouissante dans un contexte où manifester n'était malheureusement plus une évidence.

LES PROMESSES EN CARTON DE BLANQUER

Embarrassé par une mobilisation des enseignantEs qu'il n'avait sans doute pas prévue, le gouvernement a donc sorti de belles promesses pour tenter d'acheter l'apaisement. C'est le fameux coup des 10 milliards, devant servir à une revalorisation « historique », étalée jusqu'en 2037.

Un baratin qui n'a convaincu personne. Au-delà du fait qu'en faisant les calculs, on voit que cette augmentation est finalement assez faible, c'est bien la confiance dans la parole ministérielle qui fait défaut. Fort heureusement, ces annonces n'ont engendré aucune inflexion dans la mobilisation et on peut même se demander si elles n'ont pas accru chez les

personnels de l'Éducation le sentiment d'être pris pour des cruches.

Et ce n'est pas la suite qui change la donne, au contraire. Les 10 milliards deviennent 500 millions sur l'année 2021, sans garantie au-delà, puis finalement 200 millions dont une partie sera versée sous forme de primes au « mérite ». Et le Conseil d'État corrige sévèrement la promesse de maintien du niveau de pension des enseignantEs en la jugeant inconstitutionnelle.

LA BATAILLE DES E3C, NOUVEAU CHAPITRE DE LA CONTESTATION

Évidemment, dans un contexte aussi explosif, il y avait peu de chance que les premières épreuves de 1^{ère} du nouveau « bac Blanquer » se passent sereinement. Et ni le déni acharné du ministre ni l'absence de couverture médiatique n'y peuvent rien : avec 43% des lycées dans lesquels les épreuves ont été perturbées ou ont dû être reportées, on peut parler de désastre pour le ministre, ou de « bacatastrophe ». Ce nouveau chapitre de mobilisation n'est pas complètement déconnecté du mouvement sur les retraites car il a largement bénéficié des structures mises en place dans les semaines précédentes, et notamment des AG locales. Cela a permis par endroits de soutenir les lycéenEs sur les blocages, face à un pouvoir qui durcit la répression contre la jeunesse.

ET MAINTENANT ?

Le ministre le plus détestable de l'histoire récente de l'École continue de nier la contestation et de mener tambour battant sa politique contre les enseignantEs et les élèves. L'un de ses prochains travaux de démolition : la suppression annoncée des Réseaux d'Éducation Prioritaire. Et de la prime qui allait jusque-là avec. Après la baisse des retraites, voici donc venue la baisse des salaires, en commençant par celles et ceux qui exercent dans les conditions les plus difficiles.

Comme avec le bac Blanquer, il faut espérer que cela ouvrira de nouvelles occasions de lutter. Mais s'il y a une leçon à tirer de cette mobilisation contre la réforme des retraites, qui n'a d'ailleurs sans doute pas dit son dernier mot, c'est qu'elle a tiré sa force de l'unité de l'ensemble du secteur de l'Éducation. Espérons donc aussi que cela puisse déboucher sur un vaste mouvement des enseignantEs des premier et second degré derrière le mot d'ordre urgent : « *Blanquer démission !* » □

Retraites : La fonction publique déterminée et mobilisée !

PAR JOSÉPHINE SIMPLON

Si les fonctionnaires et agentEs publics n'ont pas, à cette étape réussi à lancer un mouvement de grève reconductible (sauf à la Culture et à l'Éducation nationale), ils se sont fortement mobilisés et continuent à l'être.

Le 5 décembre a été une journée « historique » dans la fonction publique puisque même selon le Ministère de la fonction publique, 26% des agentEs de la fonction publique étaient en grève dont 32,82% à l'État, 13,76% dans la territoriale et 18,9% dans l'hospitalière. Certains secteurs, comme les Finances Publiques et le Ministère du travail ont frôlé ou dépassé les 40% de grévistes et certains comme La Poste ont renoué avec des scores à deux chiffres. Les autres journées de décembre ont elles aussi été très bien suivies. Depuis janvier, les taux de grève sont bien moindres mais les fonctionnaires ont multiplié des actions diverses, festives comme les dépôts d'outils devant Bercy, les préfectures ou leurs administrations ; les perturbations de vœux ou de « galettes ».

PARMI LES GRANDES PERDANTES

Les agentEs ont compris dès le rapport Delevoye que cette réforme était désastreuse. Et pour cause. Passer d'un calcul sur les six derniers mois de salaire à l'ensemble de la carrière sera forcément extrêmement défavorable et entraînera une baisse des pensions et une véritable paupérisation. Le système actuel est déjà très insuffisant. En effet, en 2018 la pension moyenne mensuelle était de 1 272 € dans la territoriale, de 1 549 € dans l'hospitalière et de 2 223 € dans la fonction publique d'État, avec un calcul sur la base des six derniers mois et un taux fixe et garanti de 75% du traitement brut hors primes. Avec la réforme, les pensions de beaucoup de fonctionnaires de catégorie C glisseront sous le SMIC pour une carrière complète et avoisineront même le seuil de pauvreté. L'annonce de l'intégration des primes dans le calcul de la retraite ne permettra pas de compenser cela. Sans oublier que le gouvernement prévoit de maintenir le gel du point d'indice jusqu'en 2022. Évidemment les femmes seront les plus grandes perdantes. Déjà dans le système actuel, du fait de carrières hachées (congé parental, temps partiel...), elles sont plus nombreuses que les hommes à partir

avec une décote dans les trois versants de la fonction publique (15,3% à l'État, 7,4% dans l'Hospitalier et 9,3% dans la Territoriale), avec un taux moyen de décote de 11% à 13%. La réforme va encore dégrader cette situation, avec une décote de 5% par année manquante, alors que « l'âge d'équilibre » sans décote est établi à 65 ans. Sans oublier que le gouvernement a annoncé son intention de supprimer la catégorie active qui permettait à certains comme les égoutiers, les sapeurs-pompiers ou les contrôleurs aériens, au vu de la pénibilité de leurs missions, de partir à la retraite vers 57 ans voire 52 ans pour les égoutiers (leur espérance de vie étant inférieure de 17 ans à la moyenne). Ils sont victimes d'une surmortalité liée à leur travail insalubre, au milieu des gaz mortels, des produits chimiques ou des rejets radioactifs d'hôpitaux. Mais de ça le gouvernement ne veut pas en entendre parler...

PAS DE TRÊVE DANS LES ATTAQUES ET LES MOBILISATIONS

La fonction publique et les services publics sont une des cibles privilégiées des gouvernements de droite comme de gauche. Un certain nombre ont été privatisés comme La Poste, France Télécom, les services de l'eau, les lignes de cars privés en substitution aux lignes régionales SNCF fermées... Macron ne déroge pas à cette tendance, bien au contraire. En plus d'une véritable orientation idéologique individualiste vers une société où la solidarité et le collectif sont vilipendés, il s'agit également pour le gouvernement « d'alléger » la dépense publique (objectif -60Mds €) en se délestant de missions de service public et de nombreux fonctionnaires. Tous les secteurs de la fonction publique sont attaqués frontalement par des restructurations, des suppressions d'emplois mais aussi par des réformes plus globales, comme la Loi de transformation de la fonction publique d'août 2019, qui détruisent les garanties collectives au profit de mesures individuelles mais aussi plus globalement de nombreuses missions. Face à ces nombreuses attaques, les agentEs

se mobilisent fortement pour tenter de sauver le service public, et ce depuis de nombreux mois comme aux Finances Publiques, aux Douanes, au ministère du travail, dans les collectivités territoriales et évidemment dans la santé et l'Éducation nationale. À ce stade, la convergence des luttes n'a pas pu se faire comme on aurait pu le souhaiter. Mais cela ne veut pas dire que cela ne va pas arriver.

GAGNER SUR LES RETRAITES C'EST GAGNER SUR L'ENSEMBLE DES ATTAQUES

Depuis de nombreux mois, les fonctionnaires sont très mobilisés à la fois contre leurs attaques sectorielles ou contre la réforme des retraites. Les différentes luttes ne s'opposent pas. Bien au contraire, les restructurations sectorielles, la loi de transformation de la fonction publique et la réforme des retraites obéissent au même dogme ultralibéral. Ce sont bien deux projets de société qui s'opposent, celui d'une société solidaire contre celui du chacun pour soi. Mais de nombreuses difficultés doivent être dépassées, comme par exemple la hantise des grèves qui ne sont pas automatiquement majoritaires, la faible confiance en sa classe et son pouvoir d'arracher des victoires.

Pour arriver à faire reculer le gouvernement, fragilisé, la réponse est encore et toujours dans la rue ! Une nouvelle journée de grève et de manifestation aura lieu le 31 mars, c'est un temps que nous devons utiliser pour construire dans tous les secteurs, la grève reconductible. Le rejet de la réforme est majoritaire dans la population et chez les fonctionnaires. Le mouvement social doit avoir la force de porter une voix politique face à Macron, unir les exploités dans le rejet de cette contre-réforme au-delà des divisions sociales, lever une vague de mobilisation, de grève assez puissante pour faire céder Macron. Faire reculer le gouvernement sur cette réforme, permettra de redonner confiance à une majorité de salariéEs du privé comme du public pour arracher de nouveaux droits et stopper les destructions en cours. □

« L'université est dans une situation de déperissement, comme l'ensemble des services publics »

PAR MARIE (FACS ET LABOS EN LUTTE)

Pour évoquer la mobilisation des personnels de l'enseignement supérieur et la recherche, qui a atteint ces dernières semaines une ampleur qu'on n'avait pas vue depuis une dizaine d'années, nous nous sommes entretenus avec Marie, sociologue, membre du comité de mobilisation de la coordination nationale des facs et labos en lutte.

Quelles sont les raisons de la colère dans l'enseignement supérieur et la recherche ?

Dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), nous avons plusieurs types de revendications et sujets de mobilisation : des sujets qui touchent l'ensemble de la société, et des sujets plus spécifiques. Concernant les premiers, il y a bien sûr la question des retraites, et l'on doit remercier à ce propos l'ensemble des secteurs, et en premier lieu les personnels des transports, qui se sont mis en grève et qui ont mis la lumière sur cette question.

Les retraites, cela nous touche nous aussi, comme tout le monde, mais avec des particularités liées au fait que nous sommes dans un secteur professionnel dans lequel on rentre dans le métier, de façon pérenne, tardivement. Dans notre secteur, l'âge moyen de titularisation, pour celles et ceux qui sont titularisés, c'est 34 ans. Donc, avec le recul de l'âge de départ et avec le calcul sur l'ensemble de la carrière et non sur les derniers mois, on va être particulièrement pénalisé, puisqu'il faut se rendre compte qu'avant 34 ans, on enchaîne les contrats précaires, on accumule les périodes de chômage, etc.

Autre réforme qui nous touche, celle de l'assurance chômage. Dans notre secteur, qui est particulièrement précarisé, on a un système officieux qu'on appelle « intermittence de la recherche ». Beaucoup de jeunes collègues travaillent de la manière suivante : quelques mois de contrat, puis quelques mois de chômage utilisés pour rédiger. Jusqu'à présent, c'était possible de fonctionner comme ça, puisqu'avec quatre mois de travail [sur une période de 28 mois] on pouvait cotiser et toucher le chômage,

mais maintenant cela ne l'est plus puisqu'il faut désormais six mois [sur une période de 24 mois]. Avec en plus une baisse drastique des allocations chômage, qui va rendre cette précarité, déjà inacceptable, encore plus difficile à supporter, voire impossible à gérer pour des personnes qui font pourtant fonctionner l'université et la recherche.

Vous avez également des revendications plus spécifiques, sectorielles...

Oui. Il s'agit, globalement, d'une opposition à la transformation néolibérale de l'université, qui signifie la destruction de cette dernière. Cette transformation est à l'œuvre depuis, au moins, la fin des années 1990, et est particulièrement brutale depuis une dizaine d'années, avec l'autonomisation des universités, mise en place par Valérie Pécresse sous le mandat de Sarkozy, et, ces dernières années, l'instauration d'un principe de sélection à l'entrée des universités. Sélection sociale avec Parcoursup, et sélection nationale avec la très forte augmentation des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, qui préfigure une augmentation des frais d'inscription pour tout le monde. Ce qui est particulièrement dangereux alors que la situation de précarité des étudiants est de plus en plus forte et visible, comme l'avait mis en lumière le cas de cet étudiant de Lyon qui s'est immolé par le feu en novembre dernier. Il y a, dans le même temps, une précarisation des personnels de l'université, qui sont de moins en moins des fonctionnaires, de moins en moins financés pour faire leurs recherches, et qui font fonctionner l'université, de plus en plus, avec des bouts de ficelle et des pansements sur des jambes de bois.

Entre 2012 et 2018, c'est une baisse de 40% des postes (maître de conférences et professeur des universités) mis au concours, alors qu'en dix ans on a eu une augmentation de 15% du nombre d'étudiants. Donc c'est simple : il faut faire plus avec moins. Nous avons davantage d'étudiants à accueillir, nous devons faire fonctionner nos formations, avec moins de collègues. Mais moins de collègues, ça ne veut pas dire moins de personnels : du coup on a des personnels précaires, pour la plupart vacataires. Il y a d'autres formes de précarité, mais il y a essentiellement le système de la vacance : des personnes qui, pour la plupart, sont des docteurs, donc qui ont fait une thèse et ont un bac+8, donnent des cours à l'université en étant payés à un taux horaire qui est environ 20 centimes en-dessous du SMIC. Ils sont payés, dans le meilleur des cas, deux fois par an, parfois sans avoir encore signé de contrat et, d'après les chiffres du ministère, 200 jours (chiffre médian) après la fin des cours, donc plus de six mois. Ce type de contrats concerne 130 000 personnes à l'université, dont 17 000 font 96 heures, un mi-temps de maître de conférences. C'est-à-dire qu'en considérant seulement ces 17 000 personnes, ce sont pas moins de 8 500 postes qu'il faudrait créer pour commencer à résorber la précarité.

L'université est dans une situation de déperissement, comme l'ensemble des services publics, à l'image de l'hôpital qui est probablement l'exemple le plus exemplaire de ce phénomène. On laisse mourir l'université et la recherche, et donc nos étudiants, qu'on ne peut plus prendre en charge, dans des études qui ne sont absolument plus un moment où on va se former, où on va apprendre à

former des esprits critiques. Et c'est une machine à broyer les personnels précaires, mais aussi les titulaires, qui font burnout sur burnout et ne peuvent plus assumer la charge de travail.

Et que fait le ministère ?

Le ministère prétend nous répondre avec un projet de loi, la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), qui semble devoir être une coquille vide, avec pas grand-chose dedans, et avec une ministre qui a récemment annoncé que, pour les grands changements paradigmatiques, elle procéderait par ordonnances. Mais on sait déjà à quoi s'attendre, avec une claire privatisation des laboratoires de recherche, avec l'annonce que 2/3 des financements devraient venir du secteur privé, avec le fait que les collègues doivent pouvoir travailler à la fois pour le public et le privé, un renforcement de l'appel à projet comme unique moyen de financer nos recherches, et non plus des fonds pérennisés, ce qui veut dire renforcer encore un peu plus la situation actuelle, dans laquelle on est plus chercheurs d'argent que chercheurs tout court. Et on ne cesse de nous répéter le mot « innovation », qui signifie, et ce n'est pas une plaisanterie, créer des start-ups, pour faire de la recherche et vendre ensuite nos « produits »...

Ceux qui feront comme le ministère l'entend trouveront des budgets, pourront faire de la recherche, avoir des bonnes conditions de travail, un bureau, des primes... Mais pour les autres, et ils seront nombreux, il faut savoir qu'aujourd'hui l'Agence nationale de la recherche (ANR) n'octroie des financements que pour 15% des projets qu'elle reçoit, et l'on ne parle pas ici de ceux qui ne déposent pas de projet car ils n'ont pas le temps, pas les moyens, etc. Un phénomène, il faut le dire, qui touche tout particulièrement les femmes, qui sont moins socialisées à la compétition, qui redoutent le syndrome de l'impostrice¹ et qui déposent beaucoup moins de projets. Donc pour ceux-là, et surtout pour celles-là, ce sera plus de « basses tâches », entendre plus d'administratif, plus de cours, et peu ou pas de recherche.

En gros, aucune réponse n'est apportée aux besoins les plus cruciaux (des postes, du personnel, un plan de titularisation massive des précaires, de bonnes conditions de travail) et, au contraire, on nous propose une dégradation des

conditions de travail et toujours plus de loi de la jungle et de compétition. On peut citer ici les mots d'Antoine Petit, PDG du CNRS, qui en appelait à une loi « *inégalitaire* » et « *darwinienne* » : de l'argent pour les meilleurs, rien pour les autres.

Comment la mobilisation de l'ESR s'est-elle organisée ?

La mobilisation a commencé à l'occasion du 5 décembre, avec un noyau dur qui s'est lancé à ce moment-là, et une première AG parisienne le 2 décembre. Il y a eu, dans cette période-là, beaucoup de travail d'agitation, on est allé interrompre certains événements, interpellé la ministre Frédérique Vidal, etc. Ce qu'on a commencé à populariser à ce moment-là, c'est bien évidemment que l'on devait se battre contre la réforme des retraites, mais aussi qu'il y avait des questions plus sectorielles, qui étaient peu connues par nos collègues, avec une LPPR préparée en douce depuis un an, à propos de laquelle on a dû faire, durant tout le mois de décembre, de l'information.

Bonne surprise à la rentrée de janvier, beaucoup d'universités et de laboratoires ont commencé à se mettre en grève ou, en tout cas, à se déclarer en mobilisation. Le mois de janvier a donc été plutôt mouvementé, avec dans les manifestations, notamment en région parisienne mais pas seulement, des cortèges ESR qui grossissaient, jusqu'à plus de 10 000 personnes. Et on s'est retrouvé les 1^{er} et 2 février pour une coordination nationale, avec plus de 750 personnes, qui ont voté le fait de se laisser un mois, jusqu'au 5 mars, pour lancer une mobilisation nommée « Le jour où l'université et la recherche s'arrêtent ». Pourquoi un mois ? Déjà parce qu'il faut du temps pour préparer tout ça, mais aussi car il y avait les quatre semaines de vacances. La date a été reprise par beaucoup d'universités, de laboratoires, avec même des présidents d'universités qui l'ont intégrée, et nous ce que l'on espère c'est que cela puisse déboucher sur une mobilisation reconductible : face au rouleau compresseur gouvernemental, il faut en effet des mobilisations d'ampleur, longues, ancrées, pour gagner.

Dans un certain nombre de secteurs, il y a des discussions autour de la pertinence de la grève. Des secteurs où les salariéEs disent : « On n'est pas les

transports, on n'est pas la production de marchandises, donc lorsqu'on fait grève, on ne bloque rien ». Avez-vous ce type de discussion, comment affrontez-vous cette difficulté et comment argumentez-vous sur la grève ?

On a évidemment ce problème, avec même un certain nombre de collègues qui disent : « c'est important ce que l'on fait, on ne doit pas s'arrêter de travailler ». Face à cela, on argumente à plusieurs niveaux. Déjà en expliquant que la grève cela sert... à se mobiliser. Faire grève à moitié ne dégage pas suffisamment de temps pour s'organiser, pour être visible, etc. Ensuite, on insiste sur le fait que, même si cela n'est pas au même niveau que les transports ou la production de marchandises, le fait de ne pas produire de diplômés nous rend visibles et nous permet de nous faire entendre. Et enfin, il y a une chose très importante, c'est la mobilisation étudiante.

À ce propos, il faut avoir en tête que l'université n'est plus ce qu'elle était il y a encore une quinzaine d'années, ce que nous avons connu quand nous étions étudiants. À l'époque, on pouvait encore aller en cours un peu quand on voulait, et se débrouiller malgré tout pour rattraper et valider nos années. Aujourd'hui, les universités sont beaucoup plus strictes, beaucoup plus réglementées, sur les présences, les absences, etc. Pour se mobiliser, les étudiants sont très en attente de l'autorisation de leurs enseignants : arrêter de faire cours, c'est donner la possibilité aux étudiants de se mobiliser.

Or on sait que les mobilisations victorieuses – on peut regarder les dernières – sont celles qui mettent la jeunesse dans la rue, et ce n'est pas le cas aujourd'hui. Il y a peu de jeunes dans la rue dans le mouvement sur les retraites, en tout cas pas assez pour apporter la radicalité et permettre une montée en puissance. S'il y a une deuxième séquence du mouvement sur les retraites et qu'on veut vraiment l'emporter, il faut travailler à ce que les étudiants – et les lycéens – en soient, et les personnels de l'enseignement supérieur ont, à ce titre, un rôle essentiel à jouer. □

Propos recueillis par Julien Salingue.

1) Le terme, inventé par les psychologues cliniques Pauline Rose Clance et Suzanne A. Imes, désigne les personnes qui expriment une forme de doute maladif qui consiste essentiellement à nier la propriété de tout accomplissement personnel.

La jeunesse : grande absente de la mobilisation ?

PAR ILIAS BEN DOUDOUH BACQUÉ

La jeunesse souffre de la dégradation des conditions de travail et de subsistance. Par l'affaiblissement du droit du travail – la moitié d'entre eux ont un emploi en parallèle de leurs études – par la casse du système de santé, des retraites et par l'ensemble des réformes néolibérales.

En effet, nombreux à bénéficier du soutien de leurs familles, les jeunes sont touchés non seulement par la dégradation de leurs propres conditions, mais également de celles de leurs proches qui constituent bien souvent leur premier cercle de solidarité. Davantage, les conditions d'études en elles-mêmes sont aujourd'hui responsables de l'accroissement de ces difficultés pour les bacheliers qui désirent poursuivre dans l'enseignement supérieur, ainsi que pour leurs familles : la hausse des frais d'inscription, la diminution des APL, les mauvaises conditions de logement, universitaires comme privés etc. Mais les conditions matérielles de subsistance ne suffisent pas à comprendre pourquoi aussi peu de jeunes se sont mobilisés à partir de leurs lieux d'études sur des réformes d'envergure.

DÉFAITES SUCCESSIVES ET ISOLEMENT DANS LA LUTTE

La réponse se trouve autant dans l'état actuel du rapport de force entre les classes que dans un pessimisme collectif poussé à l'extrême. Depuis 2006, aucune victoire n'a été remportée par les mouvements sociaux qu'ils soient défensifs ou de surcroît revendicatifs. La lutte contre la loi Fillon sur les retraites en 2010 marque un tournant à la suite duquel les organisations du mouvement ouvrier et de la jeunesse n'ont pas su capitaliser pour amorcer une lutte allant au-delà de la défense des droits.

En 2018, dans la mobilisation contre Parcoursup, les étudiants se sont trouvés seuls face au rouleau compresseur répressif du gouvernement : usage de la BAC, de lanceurs LBD, de grenades de désencerclement mais également judiciarisation de la répression, en particulier à Nanterre où des camarades sont à ce jour encore poursuivis pour des faits invraisemblables. L'intervention des forces de l'ordre sur les campus et parfois de milices fascistes comme à Montpellier aura porté le coup de grâce à un mouvement déjà exsangue. Les étudiants se sont retrouvés isolés des organisations traditionnelles du mouvement

ouvrier d'une part, du reste de la communauté universitaire de l'autre.

Les personnels non enseignants, bien que présents dans la mobilisation, ont été peu nombreux à effectivement mener la grève, s'arrangeant avec les blocages pour participer au mouvement sans voir leurs revenus menacés. Au-delà, ce sont les enseignants chercheurs qui, agissant selon leurs propres intérêts, ont mené une politique parfois voulue, parfois inconsciente, ô combien corporatiste, abandonnant la lutte à leurs étudiants, parfois en allant jusqu'à soutenir les réformes par souci d'élitisme, camouflé sous des airs méritocratiques. L'université connaît un turn-over important et on aurait pu penser qu'un renouvellement générationnel aurait permis à la jeunesse universitaire de relever la tête, mais c'est oublier qu'à la même période où les étudiants étaient livrés à eux-mêmes, les lycéens, qui constituent actuellement la masse des futurs étudiants en licence, ont vécu le même échec.

Les lycéens ont même souffert davantage de la répression dans la rue et ce, malgré le soutien du personnel enseignant du secondaire. En témoignent les événements de Mantes-la-Jolie et la mise à genoux symbolique de toute une jeunesse. Isolés donc, les étudiants comme les lycéens n'ont su se relever de ces défaites à temps pour rejoindre la lutte enclenchée dans la foulée par les gilets jaunes, alors même que beaucoup attendaient de cette jeunesse un coup d'envoi.

À leur tour, face à la réforme des retraites, les syndicats professionnels de la fonction publique se lancent dans la bataille dans un isolement relatif. Ni la réforme du chômage, ni l'annonce de la LPPR, qui a pourtant réorienté le corporatisme enseignant vers la construction d'un mouvement collectif de l'ESR, n'ont pour l'instant rebattu les cartes et les étudiants sont à présent les grands absents du mouvement social.

Circonscrites aux universités de lettres, sans soutien significatif du reste de la population, les mobilisations étudiantes

successives ont laissé derrière elles des organisations syndicales affaiblies, avec notamment la décomposition de l'UNEF. Pour l'instant, nous constatons un grand vide sur les campus et ce, malgré les tentatives de reconstruction d'un cadre national à partir des nouvelles organisations locales apparues en parallèle du démembrement de la grande UNEF.

OPTIMISME ET LUTTE DES CLASSES

Malgré tout, on trouve dans la jeunesse des éléments de regain et une lucidité critique des structures de notre société sans qu'un bon qualitatif vers la compréhension des enjeux de pouvoir et de la classe pour soi soit effectué. Le potentiel existe mais reste inexploité tant que les militants jeunes des organisations, en particulier révolutionnaires n'auront pas repris de leur vitalité passée et de leur confiance en l'avenir. Ainsi, résumer la résignation militante de toute une génération à des conditions de subsistance importantes – « trop bien lotis pour se risquer à tout perdre » – ne nous permet pas de saisir l'importance des rapports qui existent entre les conditions matérielles et sociales dans lesquelles on lutte et la motivation à mener ces mêmes luttes.

Sinon comment expliquer les mouvements qui ont secoué l'Occident dans les années soixante, alors même que le niveau de vie et les droits individuels et collectifs étaient déjà bien supérieurs à ce qu'on n'avait jamais connu par le passé ? Au-delà des buts que l'on se fixe et parfois indépendamment de la réalité des rapports de force, la conviction que l'on peut gagner lorsqu'on lutte doit être entretenue et transmise en même temps que le fond politique.

Pour cela, il s'agit de reconstruire des bassins de résistance partout où cela est possible, au plus proche de notre milieu, par un syndicalisme de terrain du quotidien, qui démontre notre capacité à influencer le cours des événements, à faire fléchir les directions universitaires, afin de rallier cette jeunesse dans la perspective des luttes globales qui nous attendent. □

Organisons-nous ! Manuel critique, d'Adeline de Lépinay

PAR CATHERINE SEGALA

Adeline de Lépinay est militante et formatrice dans le monde social et associatif. Son ouvrage n'a pas vocation à retracer l'histoire de l'éducation populaire, mais à en resituer la finalité d'émancipation et de transformation sociale dans le monde néolibéral, et à étudier les stratégies de luttes du Community organizing étatsunien. Comment, grâce à l'éducation populaire, se regrouper, autour de quoi le faire, comment s'organiser pour passer à l'action et transformer le réel.

LES MÉTHODES

L'*organizing* désigne le fait de s'organiser et d'être organisés pour agir. Les méthodes de l'*organizing* ont été théorisées à la fin des années 1930 par Saul Alinsky. « *Le community organizing a pour ambition de créer des "organisations du peuple" capables de permettre aux plus pauvres de participer à la démocratie afin d'obtenir des améliorations de leurs conditions de vie* ».

L'éducation populaire, née des mouvements ouvriers, peut se pratiquer notamment au sein des organisations syndicales. Elle a par ailleurs été promue par le Conseil national de la Résistance, mise en œuvre par le monde associatif, par des structures telles la Scop Le Pavé et ses conférences gesticulées. Elle a pour souci d'informer, de former, pour émanciper et faciliter le passage à l'action.

Le *community organizing* part du postulat que les opprimés doivent d'abord agir sur un sujet qu'ils et elles ont en commun, quel qu'il soit, même trivial et hors du monde du travail, et se servir de ce moteur initial pour prendre conscience de leur oppression et lutter pour la transformation sociale. Le but est d'obtenir une victoire, éventuellement une simple question d'entretien de l'habitat, et de s'en servir comme fédérateur de la lutte. L'*organizing* est pragmatique, tendance cynique : avoir raison n'est pas forcément la question, c'est l'action qui prime. Le *community organizing* utilise notamment comme méthode d'approche le porte-à-porte sur des thématiques en résonance immédiate avec la vie des gens : ascenseurs en panne, poubelles...

LE PROCESSUS

L'éducation populaire va s'attacher à faire prendre conscience du caractère coercitif de la culture dominante, et à faire la part des normes qui permettent de vivre en société et de celles qui vont, sous forme de quasi-croyances, permettre à la classe dominante d'imposer son système de domination. Il faut arriver, pour lutter contre l'oppression, à prendre conscience de son origine, des outils culturels utilisés pour maintenir une domination, et à se les approprier pour les déconstruire.

Les techniques pédagogiques de l'éducation populaire remettent en question les méthodes de transmission descendante de la pédagogie traditionnelle, elles reposent sur la création de collectifs, sections... qui, dans le cadre d'espaces de discussion (syndicat, centre social, association...) pourront analyser, discuter, proposer et élaborer en vue de l'action.

Le mouvement des Gilets jaunes est un processus puissant d'auto-éducation populaire, il expérimente aussi les limites du processus en rejetant toute structuration sous prétexte de vouloir rester totalement horizontal.

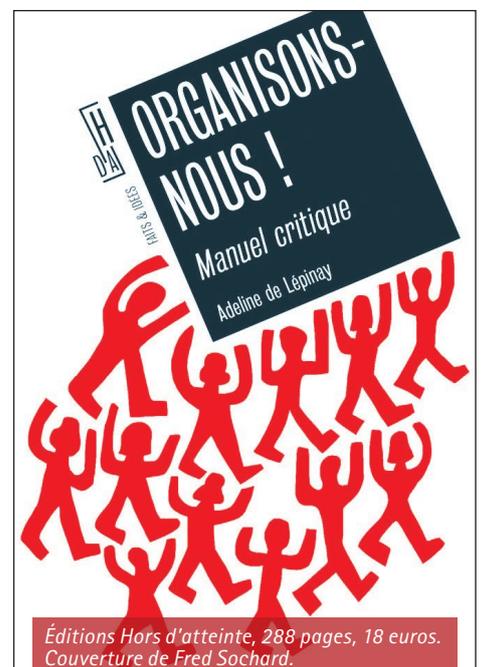
La « culture », comme elle est généralement qualifiée en couvrant un spectre large et hétéroclite, joue un rôle extrêmement important dans l'éducation populaire. Des syndicats et partis politiques ne s'y sont pas trompés, qui ont organisé des visites d'expositions, voyages, sorties théâtrales... tant dans le cadre de la culture dominante que des cultures alternatives, les différentes formes artistiques véhiculant les visions et interprétations du monde.

AGIR

Éducation populaire et *Community organizing* ont en commun le but de passer à l'action. Adeline de Lépinay étudie les modes d'action selon qu'ils se situent dans, avec, contre ou hors du pouvoir, sachant que « *l'enjeu est de les articuler, les additionner, de faire en sorte qu'ils se renforcent les uns les autres, que les tensions qui les séparent nous poussent à des actions plus ambitieuses* ». Comment allier imagination, subversion, négociation et confrontation ? Comment lier la lutte à la solidarité qui deviendra son

moteur, alors que la tendance naturelle est la dispersion, pour exemple les usagers de la santé souvent simples spectateurs de la lutte des personnels de santé alors qu'ils sont eux aussi victimes de la dégradation de ce système ? Comment ne pas être prisonnier du romantisme, de l'idéalisme, comment se décentrer de ses idéaux pour être efficace ? Comment utiliser contre le système dominant les mêmes outils que lui, être pragmatique en n'oubliant pas l'objectif d'efficacité, être radical tout en affrontant la complexité du réel ? À cet effet, l'*organizing* peut venir compléter les dynamiques d'éducation populaire, qu'il peut qualifier de romantique, lui qui pousse à la rationalisation de la lutte dans le seul but de l'efficacité, quitte parfois à tomber dans un excès de cynisme.

Tout est une affaire subtile de dosage à adapter à chaque instant dans l'action. L'ouvrage d'Adeline de Lépinay est stimulant pour tous ceux et toutes celles qui veulent agir pour la transformation sociale. Ce n'est pas un manuel de recettes, mais ce peut être un guide pour mettre en perspective ses propres pratiques et travailler à sa propre émancipation, notamment en s'appropriant « *un patrimoine immatériel, celui des rêves et des luttes de toutes celles et ceux qui nous ont précédés* ». □



Éditions Hors d'atteinte, 288 pages, 18 euros.
Couverture de Fred Sochard.



L'Anticapitaliste mensuel Après plus de 100 numéros, on continue et on fait appel à vous!

« Anticapitaliste, radical, internationaliste, féministe, écologiste. En un mot: solidaire des nombreux combats qui se mènent contre les discriminations et les oppressions. Son objectif? Être utile à toutes celles et à tous ceux qui veulent se battre contre le mépris et l'arrogance des riches et des puissants, leur fournir des arguments, rendre compte de leurs luttes. Son ambition? Susciter mobilisations contre la dictature du profit et débats pour une autre société [...]. Journal engagé dans toutes les résistances, journal militant, Tout est à nous¹! ne pourra compter sur aucune subvention de la part des grands groupes industriels et financiers, ni sur aucune recette publicitaire. Il ne pourra compter que sur votre soutien. Un soutien qu'il est facile de manifester en l'achetant régulièrement auprès des militants du NPA [...]. Mais, bien sûr, le mieux est encore de s'abonner » écrivions-nous dans l'édition du nouvel hebdo du NPA le 26 mars 2009. Nous pourrions reprendre les mêmes termes 10 ans plus tard. Et ce qui n'a pas changé non plus, c'est le prix de vente de notre mensuel – 4 euros – et de notre hebdomadaire – 1,20 euros.

RÉSISTANCE ANTICAPITALISTE

Anticapitalistes conséquents, nous avons refusé d'augmenter le prix de vente de notre hebdo comme de notre revue alors que l'ensemble des salaires décrochaient de l'augmentation des prix (des produits consommés par la majorité de la population et non des indices officiels). Nous pensons en effet, que la presse

révolutionnaire, militante, devrait être un « service public » et, comme tous les services publics n'a pas comme objectif d'être rentable. Mais ce n'est évidemment pas l'évolution générale depuis 10 ans, et nous ne vivons pas dans une bulle immunisée. Les coûts de papier, et surtout les envois postaux ont largement augmenté. Cela a pu échapper à beaucoup d'entre nous qui envoyons de moins en moins de courriers, mais le prix des timbres a plus que doublé en 10 ans. Nous atteignons aujourd'hui un déficit qui met en péril la poursuite de notre presse écrite. Ainsi, si notre objectif n'a, évidemment, jamais été de dégager du profit au moyen de nos publications papier, nous sommes contraints de nous adapter aux évolutions des coûts, avec pour objectif de continuer à pouvoir sortir un journal, comme nous le faisons depuis près de 10 ans, avec plus de 500 numéros pour notre hebdomadaire et plus de 100 numéros pour notre mensuel.

SAUVER UN OUTIL MILITANT D'INFORMATION ET DE FORMATION

L'utilité d'outils militants comme nos publications n'est plus que, marginalement, de diffuser des informations qui à l'heure des réseaux sociaux arrivent en temps réel à celles et ceux qui s'y intéressent. Même si nous sommes convaincuEs que notre presse papier permet de faire connaître à l'échelle nationale des luttes locales mais aussi internationales par la voix de celles et ceux qui les construisent. Et cela est assez rare pour être préservé.

Mais ce sont aussi un outil de réflexion politique collectif : quels sont les faits politiques, les luttes, les actualités culturelles, les prises de positions intellectuelles, qui sont utiles aux anticapitalistes révolutionnaires pour préciser leurs analyses et étoffer leurs argumentations. Le mensuel et l'hebdo, ce sont des outils de discussion avec nos collègues, nos amiEs, nos proches, les camarades d'autres organisations qui permettent à la fois de réfléchir ponctuellement et de construire un raisonnement plus global. Enfin, ce sont des cartes de visite pour présenter le NPA et ses positions dans nos activités militantes, dans nos réunions publiques, ou dans nos ventes de rue. À l'heure de la dématérialisation généralisée, nous revendiquons la continuité de la présence militante, du rendez-vous hebdomadaire sur les marchés ou dans les lieux de grande affluence, qui permet à tous les curieux et toutes les curieuses de passer discuter le coup, voire d'acheter *L'Anticapitaliste*.

Parce que nous voulons poursuivre ces relations militantes, nous avons décidé d'augmenter le prix de vente de *L'Anticapitaliste* et d'engager une campagne d'abonnement à notre presse papier. À compter du 5 mars, le prix de l'hebdomadaire passera donc d'1,20 euro à 1,50 euro et celui du mensuel de 4 euros à 4,5 euros. Et nous poursuivrons dans ces colonnes et sur tous les réseaux, la discussion sur l'actualité de la presse militante. □

¹) Le nom initial de l'hebdomadaire et de la revue du NPA, depuis remplacé par *L'Anticapitaliste*.